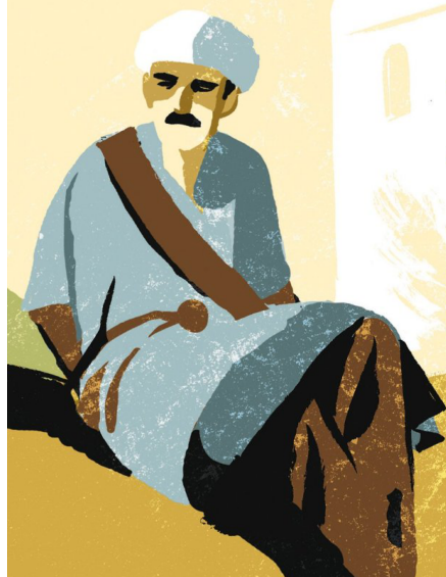




Benjamin Stora

La guerre d'Algérie
expliquée à tous



Seuil

Benjamin Stora

La Guerre d'Algérie
expliquée à tous

Éditions du Seuil
25, bd Romain-Rolland, Paris XIV^e

© Éditions du Seuil, mars 2012

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Je tiens à remercier Jean-Baptiste Péretié
qui m'a aidé à la réalisation de ce livre.

À mon fils, Raphaël

Les questions auxquelles je réponds dans ce livre sont celles que peuvent se poser tous ceux qui cherchent des explications claires sur la guerre d'Algérie.

Certaines d'entre elles m'ont été adressées de manière récurrente au cours de ma vie d'historien, par des jeunes ou des moins jeunes, des Français ou des Algériens, à l'occasion d'un cours, d'une rencontre, d'un séjour en Algérie, d'un repas entre amis ou en famille...

– *Tu avais quel âge au moment de la guerre d'Algérie ? En as-tu des souvenirs ?*

– Je suis né en Algérie en 1950. J'ai donc grandi pendant cette guerre. Elle s'est déroulée quand j'avais entre 4 et 11 ans. J'ai beaucoup de souvenirs de cette période, certains très vifs, d'autres plus flous, comme le sont parfois les souvenirs d'enfance. Je garde en mémoire des sensations, des émotions, des odeurs, la délicieuse *tfina* (le plat des Juifs de Constantine, ma ville de naissance), les pique-niques sur la plage de Stora... Mais aussi des souvenirs plus douloureux, comme les drames qui ont touché ma famille. Je me souviens particulièrement du moment où nous avons quitté l'Algérie avec mes parents et ma sœur, en juin 1962.

– *Pourquoi êtes-vous partis ?*

– Nous sommes partis parce que nous étions des Français d'Algérie et, lorsque l'Algérie est devenue indépendante, nous avons « suivi la France ». Nous sommes venus vivre en métropole, c'est-à-dire le territoire français au sens strict du terme. Mais cela n'a pas été facile. Mes parents étaient déchirés. Fallait-il rester ? Partir ? Ils ont hésité jusqu'au bout. Partir signifiait abandonner la terre de leurs ancêtres, l'endroit où ils vivaient et travaillaient. Finalement, je pense qu'ils ont quitté l'Algérie parce que tous les autres – leurs amis, leurs connaissances – partaient. Ils ont suivi le mouvement, avec beaucoup de chagrin. Moi, j'étais un enfant et je savais que c'était un exil sans retour, que je laissais derrière moi le pays qui m'avait vu naître.

Mais aujourd'hui, mon travail d'historien, c'est de prendre de la distance par rapport à mes souvenirs personnels, mon cas individuel, pour raconter une histoire beaucoup plus large. Une histoire qui concerne les peuples de France et d'Algérie, et qui a encore de fortes répercussions aujourd'hui. J'essaye de comprendre, et de faire partager mes connaissances sur cette guerre, qui a arraché des gens à leur terre natale et qui a permis aux Algériens d'arracher leur indépendance. Je pense que ce mot « arrachement » est l'un de ceux

qui permettent de définir la guerre d'Algérie.

– *Quand la guerre d'Algérie a-t-elle commencé ?*

– La date que l'on retient généralement pour le déclenchement de la guerre est le 1^{er} novembre 1954. Cette nuit-là, 30 attentats sont commis contre des postes de police ou des casernes militaires, symboles de la présence coloniale française, en plusieurs endroits du territoire algérien. L'insurrection entraîne la mort de 7 personnes, parmi lesquelles un instituteur et un Caïd (chef musulman représentant l'autorité française). Les journalistes français qui relatent cette nuit de violence la surnomment alors la « Toussaint rouge ». Bien sûr, le fait que ces attentats (explosions, incendies, attaques de commandos) soient commis presque au même moment indique qu'il s'agit d'une action concertée, organisée par un même groupe d'hommes.

– *Si le 1^{er} novembre 1954 est la date « que l'on retient généralement » pour le déclenchement de la guerre, cela veut dire que l'on pourrait en donner une autre ?*

– Les historiens proposent parfois des interprétations différentes à partir des mêmes événements. C'est ce qui fait la richesse et l'intérêt de l'histoire, qui est une science humaine.

Certains considèrent ainsi qu'une « première guerre d'Algérie » a eu lieu à partir de 1830, au moment où la France conquiert par la force le territoire algérien. D'autres avancent que les massacres de Sétif, en mai-juin 1945, marquent le véritable début de la guerre d'Algérie. Je pense que l'on peut retenir malgré tout les dates du 1^{er} novembre 1954 pour le début de la guerre et du 5 juillet 1962 pour sa fin. Mais il faut bien garder en mémoire que tout ne commence pas subitement, « comme par magie », le 1^{er} novembre 1954.

– *Les massacres de Sétif, qu'est-ce que c'est ?*

– C'est quelque chose d'important et il faut que je l'explique en quelques mots avant de revenir à la guerre d'Algérie elle-même. Le 8 mai 1945, en France, on fête dans les rues la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ce jour-là, en Algérie, dans la plupart des villes, des Algériens musulmans manifestent eux aussi. Mais ils le font pour affirmer leur opposition à la présence coloniale française. Sur certaines de leurs banderoles, on peut lire : « À bas le fascisme et le colonialisme ». Dans la ville de Sétif, la police tire sur les manifestants. Ces derniers ripostent et c'est le début d'un soulèvement spontané

dans plusieurs autres villes. 103 personnes sont assassinées dans des conditions atroces, et 110 autres sont blessées, parmi ceux qu'on appelle les « Européens d'Algérie » (c'est-à-dire les habitants qui vivent en Algérie depuis plusieurs générations mais ne sont pas musulmans). Les autorités françaises se lancent alors dans une véritable guerre de représailles, un massacre organisé contre les populations civiles, provoquant la mort de 10 000 à 15 000 personnes dans les semaines qui suivent. Les Algériens avancent le chiffre de 45 000 victimes.

– *Pourquoi la violence éclate-t-elle à nouveau en novembre 1954 ?*

– On ne peut pas comprendre cette explosion de violence si on ne la relie pas à l'inégalité profonde du système colonial qui règne alors en Algérie. Il y a d'un côté une minorité, les Européens venus s'installer en Algérie à partir de 1830, qui sont environ un million en 1954. Et de l'autre la majorité, les « indigènes » que l'on appelle aussi les « Algériens musulmans », qui sont environ neuf millions, et qui n'ont pas les mêmes droits que les Européens. Sur le plan politique, ils sont en quelque sorte de faux citoyens d'une République qui proclame pourtant l'égalité entre les hommes. Aux élections, une voix d'un Européen vaut sept voix d'Algériens. Le principe d'égalité démocratique, qui veut qu'une personne soit égale à une voix, n'est donc pas respecté. Cette inégalité est aussi économique. Le revenu brut d'un Européen d'Algérie est très supérieur à celui d'un Algérien musulman. De nombreuses régions d'Algérie sont dans un état de grande misère. Très peu d'enfants musulmans vont à l'école, et leurs parents accèdent très rarement aux métiers de la fonction publique.

– *C'était comme l'apartheid, le régime qui séparait la minorité blanche et la majorité noire en Afrique du Sud ?*

– Si l'on fait une comparaison entre ces deux cas, l'Algérie coloniale et l'Afrique du Sud de l'apartheid, alors on remarque des points communs et des différences. Il y a dans l'Algérie coloniale une forme de ségrégation, de séparation entre les communautés : les musulmans et les Européens ne vont pas toujours dans les mêmes écoles, ils ne fréquentent pas les mêmes bars ou les mêmes cinémas par exemple. Mais tout cela n'est pas, comme c'était le cas en Afrique du Sud, inscrit dans les lois. En Algérie, la discrimination s'impose dans les faits. Il n'est écrit nulle part que les Algériens musulmans et les Européens ne doivent pas se rendre sur les mêmes plages, mais cela se passe comme ça dans la réalité. Malgré les lois de la République française, certains sont « plus égaux que d'autres ».

– *L'inégalité du système colonial est-elle la seule cause du début de la guerre d'Algérie ? Puisque la France était présente en Algérie depuis longtemps, pourquoi la guerre éclate-t-elle en novembre 1954 ?*

– C'est une question difficile. Pour comprendre le passé, mieux vaut fuir les visions simplistes, les interprétations trop rapides. Au contraire, il faut accepter la complexité de la réalité, chercher différentes explications, combiner plusieurs facteurs. Et tenter de resituer tel ou tel événement dans son contexte.

Pour la guerre d'Algérie, le contexte de l'époque est celui d'une aspiration générale des peuples colonisés à l'indépendance. Cette aspiration s'affirme de plus en plus depuis la fin de Seconde Guerre mondiale. Les grandes puissances coloniales (la Grande-Bretagne et la France principalement) doivent y faire face. Dans certains pays, l'indépendance est acquise de manière relativement pacifique. C'est le cas par exemple en Syrie et au Liban, en 1946. Dans d'autres pays, la guerre éclate. C'est le cas en Indochine (le Vietnam actuel) à laquelle la France refuse d'accorder clairement l'indépendance. La guerre d'Indochine dure de 1946 à 1954 et s'achève par la défaite militaire de la France à Diên Biên Phu. En Algérie, ceux qui veulent l'indépendance ne peuvent ignorer cette défaite, qui leur prouve qu'ils ont une chance de vaincre la puissance coloniale.

– *Mais qui sont-ils, justement, ces Algériens qui se révoltent et organisent les attentats du 1^{er} novembre 1954 ?*

– Ce sont des militants nationalistes, c'est-à-dire des partisans de l'indépendance de l'Algérie. Ils sont jeunes pour la plupart (ils ont autour de 30 ans) et pensent que pour obtenir cette indépendance, il faut recourir à la violence. La lutte politique classique (manifestations, grèves, pétitions) ne leur semble pas être une méthode efficace pour atteindre leur objectif. C'est pourquoi ils organisent des attentats. Ils appartiennent à une organisation politique inconnue jusqu'alors, le Front de libération nationale (FLN). C'est d'ailleurs le FLN qui revendique l'insurrection du 1^{er} novembre 1954.

On peut ajouter que, dans leur jeunesse, certains de ces responsables nationalistes sont allés à l'école. Ils sont plus instruits que la masse de la population musulmane. En classe, comme tous les petits Français, ils ont eu à apprendre l'histoire de la République. Ils ont entendu parler des droits de l'homme, des grands principes de la Révolution de 1789. Or, ils n'ont pu que constater l'écart entre ces grands principes et la réalité quotidienne, profondément inégalitaire, de l'Algérie. C'est un paradoxe : la France voulait transformer ces Algériens en bons petits Français en les envoyant à l'école républicaine. Mais cette école leur a appris que la France ne respectait pas ses propres principes. Elle

les a mis sur la voie de la révolte. Révolte qui se concrétise ouvertement à partir de 1954.

– *Ces partisans de l'indépendance ont-ils un chef ?*

– Six hommes, dont les noms sont aujourd'hui très peu connus, en tout cas en France, dirigent le FLN, à l'intérieur du territoire algérien : Krim Belkacem, Mostefa Ben Boulaïd, Larbi Ben M'Hidi, Rabah Bitat, Mohamed Boudiaf et Didouche Mourad.

Celui qui joue le rôle le plus important dans l'organisation du 1^{er} novembre 1954 est sans doute Mostefa Ben Boulaïd. C'est un ancien meunier, qui a fait la Seconde Guerre mondiale au sein de l'armée française. Après la guerre, il s'est engagé en faveur de l'indépendance et a été l'un des membres fondateurs du FLN. Il faut également souligner que Ben Boulaïd et les autres dirigeants du FLN sont en rupture avec le vieux leader indépendantiste Messali Hadj.

– *Qui est ce Messali Hadj ?*

– C'est une figure très importante. Il est le pionnier du nationalisme algérien. Messali Hadj a fondé l'Étoile nord-africaine dès 1926, qui réclamait l'indépendance de l'Algérie, puis le Parti du peuple algérien (PPA) en 1937. En 1936, à l'occasion d'un discours prononcé dans le stade d'Alger, il a frappé les esprits avec un geste symbolique. Après s'être baissé pour ramasser une poignée de terre, il a déclaré : « Cette terre est à nous, nous ne la vendrons à personne ! »

Son parti est interdit par les autorités françaises en 1939. Messali Hadj est lui-même emprisonné plusieurs fois, avant d'être déporté (c'est-à-dire envoyé de force) à Brazzaville, en 1945. Il revient ensuite en Algérie et approuve le choix de la lutte armée contre la puissance coloniale. Mais il est en quelque sorte débordé par les jeunes militants indépendantistes. Il ne rejoindra jamais le FLN, avec lequel il sera même en conflit pendant la guerre d'Algérie – je reviendrai sur ce conflit qui divise les indépendantistes entre eux. Car il ne faut pas croire que les Algériens sont tous unis derrière le seul FLN. La situation est plus complexe que cela.

– *Comment les autorités françaises réagissent-elles à l'insurrection de novembre 1954 ? Mettent-elles les responsables en prison, comme elles l'avaient fait avec Messali Hadj ?*

– Les partisans de l'indépendance ont plongé dans la clandestinité. Mais ils sont pourchassés. La politique du gouvernement français consiste d'abord à réprimer. Des renforts militaires sont envoyés sur le

sol algérien. Au début de l'année 1955, Mostefa Ben Boulaïd est arrêté, puis il est jugé et condamné à mort quelques mois plus tard. Mais il s'échappera de sa prison, avant d'être tué au combat en mars 1956. En plus de la répression, le gouvernement veut également mettre en place des réformes en Algérie. Un projet est élaboré qui vise à réduire les inégalités économiques, à construire des routes dans certaines régions.

– *Pourquoi le gouvernement ne cherche-t-il pas à discuter avec le FLN ?*

– Il n'en est pas question à ce moment-là ! En novembre 1954, c'est Pierre Mendès France qui dirige le gouvernement français. Il est arrivé au pouvoir quelques mois plus tôt pour mettre un terme au conflit en Indochine. Le « problème algérien » n'était alors pas à l'ordre du jour. Lorsque éclate l'insurrection, ni lui, ni aucun homme politique français ne pense qu'il faut négocier avec le FLN, à qui aucune légitimité n'est d'ailleurs reconnue. La flambée de violence du 1^{er} novembre est perçue comme un incendie qu'il faut combattre et éteindre. Personne ne comprend qu'une nouvelle guerre vient de commencer. Et personne ne peut imaginer que l'Algérie sera indépendante quelques années plus tard.

– *Mais pourtant, d'autres colonies réclament leur indépendance ou l'ont déjà obtenue...*

– C'est vrai, mais l'Algérie est un cas tout à fait à part. La France y est présente depuis 1830, c'est-à-dire avant même que la Savoie devienne française ! Contrairement à l'Indochine, l'Algérie est proche géographiquement de la métropole. De nombreux Français y vivent depuis longtemps. C'est ce qu'on appelle une colonie de peuplement. Et contrairement à la Tunisie ou au Maroc, elle est administrée comme une partie du territoire français. Elle est divisée en trois départements. Si bien que pour la classe politique, de droite comme de gauche, « l'Algérie, c'est la France ». C'est d'ailleurs précisément ce que déclare François Mitterrand, qui est alors ministre de l'Intérieur, le 7 novembre 1954.

– *Comment pouvait-on affirmer que l'Algérie, c'était la France ? C'est tout de même un peu étrange, non ?*

– Encore une fois, pour comprendre la situation, il est très important de se replonger dans le contexte des années 1950. Quand l'insurrection éclate, cela fait plus d'un siècle que l'Algérie est rattachée à la France. Beaucoup de Français ont traversé la Méditerranée pour y habiter. Ils considèrent l'Algérie comme leur

pays. Un slogan de l'époque dit : « La Méditerranée traverse la France comme la Seine traverse Paris. »

En outre, si la France a réussi à faire partie du camp des vainqueurs lors de la Seconde Guerre mondiale, elle le doit en grande partie à son Empire colonial. C'est en Algérie que le général de Gaulle a mis sur pied son Comité français de libération nationale en 1943. Pour nombre d'hommes politiques, les colonies sont donc une composante essentielle de la puissance française. Toute une idéologie s'est également développée depuis le XIX^e siècle pour vanter la « mission civilisatrice de la France ». C'est cette idée que le pays des Lumières et de la Révolution doit émanciper les peuples « retardés », voire, en Algérie, « assimiler les indigènes », en faire des Français. Tous ces éléments concourent à cette idée, bien ancrée dans les esprits, que l'Algérie est une partie intégrante, un prolongement naturel, de la France. Pierre Mendès France déclare le 12 novembre 1954 : « Les départements d'Algérie constituent une partie de la République française. Ils sont français depuis longtemps et d'une manière irrévocable. [...] Il n'y a pas de sécession concevable. » Le fait même qu'il emploie le mot « sécession » implique qu'il considère l'Algérie comme une part d'un ensemble plus grand, qui est la France.

– Beaucoup de Français s'étaient installés en Algérie. Mais si l'Algérie, c'était la France, alors pourquoi tout le monde n'était-il pas français ? Et pourquoi dit-on « Européens d'Algérie » plutôt que « Français d'Algérie ». C'est difficile à comprendre...

– Il faut que je revienne sur ce point. Parmi les habitants qui peuplent l'Algérie durant la période coloniale, il faut distinguer les Européens d'Algérie d'une part et les Algériens musulmans d'autre part. À partir du moment où la France a conquis l'Algérie, beaucoup d'Européens (Français mais aussi Italiens, Espagnols, etc.) sont venus y travailler, y fonder une famille. Les Algériens musulmans, quant à eux, sont théoriquement français, mais, comme je l'ai déjà expliqué, ils sont, dans les faits, des citoyens de seconde zone. Ces deux « groupes », Européens d'Algérie et Algériens musulmans, cohabitent mais ils ne se « mélangent » presque jamais. On compte par exemple très peu de mariages mixtes.

– On entend parfois dire que les Européens d'Algérie vivaient en parfaite entente avec les Algériens musulmans.

– C'est à la fois vrai... et faux. Les relations étaient bien loin d'être parfaitement harmonieuses. Mais il ne faudrait pas croire non plus à une absence complète de liens entre les communautés. Une forme de

« complicité » s'est construite au cours des années, avec par exemple des mots, des plats ou une façon de vivre bien méditerranéenne en commun.

– *On entend aussi parfois aujourd'hui que les Européens d'Algérie étaient tous des colons très riches, c'est vrai ?*

– Non, c'est faux. Cela fait partie des idées reçues sur l'Algérie coloniale. Les Européens d'Algérie vivaient certes mieux, en général, que les Algériens musulmans. Mais nombre d'entre eux étaient de simples artisans ou des petits commerçants de condition modeste.

– *Ce sont eux les « pieds-noirs » ?*

– Ce terme est devenu courant pour désigner les Européens au moment de leur départ d'Algérie et de leur arrivée en métropole en 1962, sur laquelle je reviendrai. Il était, à l'origine, péjoratif. Il sera ensuite revendiqué avec fierté.

– *D'où vient ce terme ?*

– Son origine n'est pas certaine. Il est sans doute né au début du ^{xx}e siècle dans le commerce du vin (des pieds de vigne très sombres, très noirs, étaient plantés en Algérie). Le mot viendrait peut-être aussi des bottes noires que portaient les officiers français lors de la conquête de l'Algérie au ^{xix}e siècle. Une autre origine possible est le cinéma américain : les jeunes Européens d'Algérie voyaient des westerns dans les années 1950 et s'identifiaient à la tribu indienne des « Pieds Noirs ».

– *Il y avait une communauté juive en Algérie ?*

– Oui, mais attention, il ne faut pas croire que le terme « pieds-noirs » désigne uniquement les Juifs d'Algérie. On dit parfois de quelqu'un, dans le langage courant, qu'il est un « Juif pied-noir », ce qui veut dire qu'il est un Juif originaire d'Algérie ou d'Afrique du Nord. Une petite minorité juive était présente en Algérie avant même la conquête coloniale. Ces Juifs d'Algérie ont reçu la nationalité française en 1870, par le décret Crémieux. Cette nationalité leur a été retirée pendant la Seconde Guerre mondiale par le régime de Vichy, qui collaborait avec l'Allemagne nazie. Durant cette période, les Algériens musulmans ne se sont pas livrés à des actes hostiles envers eux, par exemple en s'appropriant leurs biens – alors qu'ils étaient encouragés à le faire par l'administration coloniale française. Les Juifs d'Algérie ont ensuite retrouvé leur nationalité française à la fin de

l'année 1943. Il est intéressant de rappeler que beaucoup d'entre eux parlaient l'arabe dans la vie quotidienne. C'était par exemple le cas de ma mère, qui me parlait en partie en arabe. Mais en 1954, lorsque l'insurrection éclate, les Juifs se sentent très attachés à l'Algérie française. Ils pensent que leur situation ne va pas changer.

– *La guerre va-t-elle faire évoluer les choses ?*

– La guerre va durer plus de sept ans et elle va profondément bouleverser la situation de tous ceux qui vivent en Algérie. Mais n'allons pas trop vite. Après novembre 1954, s'ouvre une période durant laquelle le conflit est d'une intensité relativement faible. Certes, le terrorisme se répand et l'armée française mène des opérations contre ceux qu'elle nomme les « rebelles ». Mais on peut dire qu'il s'agit, jusqu'à l'été 1955, d'une sorte de « drôle de guerre », pour reprendre l'expression employée à propos de la guerre de 1939-1940 avant l'invasion allemande. Pendant longtemps, d'ailleurs, le mot « guerre » ne sera pas utilisé pour désigner la situation en Algérie. On parlera d'« opérations de maintien de l'ordre » ou d'« événements ». La guerre elle-même est niée.

– *Pourquoi ?*

– Parce que la France ne veut pas regarder la réalité en face ! Parler de guerre, c'est reconnaître que l'Algérie, ce n'est pas la France... Pourtant, et plus particulièrement à partir du mois d'août 1955, plus personne ne peut raisonnablement contester qu'il s'agit d'une guerre.

– *Que se passe-t-il en août 1955 ?*

– Un basculement a lieu. La date précise de ce basculement est le 20 août 1955. Ce jour-là, des milliers de paysans algériens (les *fellahs*) se soulèvent dans la région de Constantine. Cette région est singulière, car les communautés y ont des relations plus tendues qu'ailleurs. C'est là, notamment à Sétif, qu'avaient eu lieu les massacres de mai-juin 1945 que j'ai déjà mentionnés. Le 20 août 1955, vers midi, les paysans se ruent dans les villes et les villages et tuent de nombreux Européens, mais aussi des musulmans favorables à la France, à coups de couteau, de hache ou de pioche.

– *Ces paysans appartiennent au FLN ?*

– C'est le FLN qui est à l'initiative de cette action de grande ampleur, mais les paysans sont encadrés par des soldats de l'Armée de libération nationale (ALN), qui est la branche armée du FLN. Ces

soldats portent un uniforme et ils attaquent des bâtiments publics.

– *Comment le gouvernement réagit-il ?*

– Encore une fois, par une répression très brutale. C'est l'armée qui s'en charge, mais des milices privées, c'est-à-dire des groupes de civils armés, y participent également. Le bilan officiel de la répression est de 1 273 morts. En fait, le nombre réel est bien supérieur. Le FLN compte 12 000 victimes civiles.

– *Pourquoi le nombre de victimes est-il différent selon qu'il est donné par les uns ou par les autres ?*

– Parce qu'il est un enjeu dans la guerre de propagande entre les deux camps. Tout au long du conflit, l'armée française aura tendance à sous-évaluer le nombre de morts algériens et le FLN à le surestimer. Mais ce nombre de 12 000 victimes de la répression française qui suit le 20 août 1955 ne sera jamais démenti. Ce qui est certain, c'est qu'après cette date, la guerre prend une tout autre dimension. Jacques Soustelle, qui est gouverneur général (le plus haut responsable politique) en Algérie, a été horrifié par la vue de cadavres mutilés d'Européens. Il donne « carte blanche » à l'armée pour mener la guerre comme elle l'entend. En outre, le gouvernement décide que les jeunes hommes français qui font leur service militaire ou l'ont fini peu de temps auparavant sont « maintenus » ou « rappelés ». Cela signifie qu'ils sont à la disposition de l'armée, qui les envoie en Algérie.

– *On a du mal à comprendre aujourd'hui pourquoi la France s'engage dans cette guerre... Cela peut même sembler absurde.*

– Avec le recul du temps, cette guerre peut sembler avoir été largement « inutile ». Mais je pense que si l'on veut la comprendre, il faut se méfier de ce type de raisonnement. Nous connaissons, nous, la fin de cette histoire. Nous savons qu'en 1962, l'indépendance algérienne a été acquise. Et nous pouvons avoir tendance à nous dire : « Pourquoi ne pas avoir négocié plus tôt l'indépendance ? Cela aurait évité tous ces morts, tous ces drames... » Mais ceux qui vivaient à l'époque ne savaient pas, eux, comment l'histoire allait se terminer. Hommes politiques, journalistes, simples soldats, paysans, combattants du FLN, tous étaient immergés dans le présent de la guerre. Et chacun agissait ou réagissait selon ses idées, son expérience et aussi selon les circonstances. Pour beaucoup de Français, l'indépendance de l'Algérie n'était pas envisageable. Et il a fallu ce long conflit pour qu'elle soit finalement obtenue par les Algériens.

– *N'est-ce pas le rôle des hommes politiques d'avoir une vision à long terme ? De savoir, justement, dépasser le présent ? Qui sont les hommes qui engagent la France dans la guerre ?*

– En France, dans ces années-là, les chefs de gouvernement restent très peu de temps au pouvoir. Le régime de la IV^e République est instable. On assiste à d'incessants changements à la tête de l'État. Il est difficile, dans ce cadre, de mener une action qui s'inscrive dans la durée. Après Pierre Mendès France, resté seulement sept mois et demi au pouvoir, c'est Edgar Faure qui devient président du Conseil (c'est le terme employé à l'époque). Il est remplacé onze mois plus tard par Guy Mollet, après les élections de décembre 1955. Mollet est socialiste. Il a fait campagne, avec la gauche, pour la paix en Algérie. Il pense qu'il faut faire cesser cette guerre qu'il juge « imbécile et sans issue ». Mais cette résolution va s'effondrer suite à la fameuse « journée des tomates ».

– *La « journée des tomates » ?*

– Le 6 février 1956, Guy Mollet se rend à Alger. Il y est accueilli par une manifestation d'« ultras » qui lui jette divers projectiles, dont des tomates...

– ... « *Ultras* », qu'est-ce que cela veut dire ?

– Ce terme désigne, parmi les Européens d'Algérie, ceux qui sont les partisans les plus radicaux du maintien de la présence coloniale française. Lors de la manifestation du 6 février 1956, ils crient leur colère contre la politique du tout nouveau gouvernement. Il n'est tout de même pas habituel, dans l'histoire de la République française, de voir un chef de gouvernement visé directement par des manifestants. La guerre d'Algérie entraînera même des tentatives d'assassinat contre le chef de l'État, après le retour au pouvoir du général de Gaulle. J'y reviendrai. Après cette « journée des tomates », Mollet décide d'abandonner sa politique de recherche de la paix en Algérie. Il fait le choix de la guerre totale. À cette occasion, les Européens ont fait la démonstration que la rue pouvait imposer un changement politique. La leçon ne sera pas oubliée.

– *Guy Mollet renonce à sa volonté de parvenir à la paix et bascule dans la guerre totale à cause d'une manifestation ?*

– Oui, c'est une capitulation. Guy Mollet devient le symbole d'une gauche désarmée, emportée dans l'engrenage de la guerre d'Algérie. Comme beaucoup d'hommes de gauche, Guy Mollet croyait qu'il était possible de parvenir à une véritable égalité, sociale et politique, de

tous les habitants de l'Algérie. Mais il était incapable de comprendre la revendication d'indépendance des nationalistes algériens. Il était aveuglé par le mythe de la France généreuse et émancipatrice que j'ai évoqué plus haut.

Un mois après la manifestation du 6 février 1956, il obtient les « pouvoirs spéciaux ». Cela veut dire que le Parlement vote – à une très large majorité, qui comprend les communistes – une loi qui autorise le gouvernement à prendre des mesures exceptionnelles pour mener la guerre. La plupart des garanties de la liberté individuelle sont suspendues en Algérie. L'armée est chargée d'« écraser les rebelles » et de « protéger » les populations européennes et musulmanes. Dans certaines régions, dites « zones interdites », les habitants sont évacués et rassemblés dans des camps.

– *Ce sont des camps de concentration ?*

– Ces camps ne sont pas du tout de même nature que les camps de concentration nazis de la Seconde Guerre mondiale. En Algérie, ils sont de deux types : les camps de regroupement et les camps d'internement.

Les camps de regroupement sont des lieux où les populations algériennes de certaines régions sont déplacées pour les soustraire à l'influence du FLN et laisser place nette à l'armée. Plus d'un million de personnes (d'après un rapport établi avant même la fin de la guerre) ont ainsi été enlevées à leur village. Cela a constitué, pour elles, un traumatisme très profond.

Les camps d'internement (ou d'assignation) sont créés, quant à eux, pour enfermer les musulmans jugés dangereux. Des dizaines de milliers d'Algériens se trouvent ainsi placés dans des camps, sans jugement. Certains centres d'internement sont même installés sur le territoire de la métropole, dans l'Ain, l'Aveyron, le Gard ou encore la Marne.

Je veux aussi rappeler que l'année 1956 voit le vote d'une nouvelle loi, qui permet de condamner à mort les membres du FLN pris les armes à la main, sans enquête judiciaire préalable. En juin 1956, a lieu la première exécution d'un militant nationaliste condamné par un tribunal militaire. La guillotine sera largement utilisée dans les années suivantes. On peut rappeler à ce propos que François Mitterrand, ministre de la Justice en 1956 et en 1957, ne s'est alors pas opposé à ces exécutions. Il sera pourtant, en 1981, le président de la République qui abolira la peine capitale.

– *Comment expliquer ce changement de la part de François Mitterrand ?*

– Il est difficile d'apporter une réponse définitive. Sans doute l'homme a-t-il changé de point de vue, entre 1956 et 1981, sur la question de la peine de mort. Reste qu'en tant que garde des Sceaux pendant la guerre d'Algérie, il donne dans 80 % des cas un avis défavorable au recours en grâce des condamnés à mort du FLN. Il approuve par ailleurs la politique de guerre à outrance de Guy Mollet et les « pouvoirs spéciaux » qui laissent les mains libres à l'armée. Armée dont les effectifs sont encore renforcés...

– *Combien y a-t-il de soldats français en Algérie ?*

– Au mois de février 1956, les effectifs sont de 190 000 hommes. À la fin de cette même année, ils atteignent environ 400 000 hommes, c'est-à-dire un doublement en moins d'un an. La durée du service militaire passe de dix-huit mois à trente mois. La quasi-totalité des appelés fait désormais tout ou partie de son service militaire en Algérie.

Au total, pendant toute la guerre, près de 1 500 000 de jeunes Français, de toutes origines sociales, iront en Algérie. Ce qui signifie que la plupart des hommes nés entre 1932 et 1943 y ont été envoyés. C'est toute une génération, parmi lesquels de futurs hommes politiques comme Jacques Chirac (président de la République de 1995 à 2007), Michel Rocard (Premier ministre de 1988 à 1991). Mais aussi de futures personnalités du spectacle, de la chanson ou du cinéma comme le chanteur Eddy Mitchell et le réalisateur Claude Lelouch. Ou encore des sportifs comme le cycliste Raymond Poulidor. Ces hommes jeunes forment ce que l'on appelle le « contingent ».

C'est l'une des grandes différences entre la guerre d'Indochine et la guerre d'Algérie. En Indochine, la guerre a été menée par un corps expéditionnaire, c'est-à-dire des soldats professionnels. En Algérie, tous les hommes français appartenant à certaines classes d'âge ont été mobilisés.

– *Des jeunes ont-ils refusé de partir faire la guerre en Algérie ?*

– Oui, dès 1955, des jeunes mobilisés manifestent leur opposition, parfois avec le soutien de leur mère ou de leur fiancée. Certains refusent de monter dans les trains qui doivent les emmener vers la guerre. Mais ce mouvement ne trouve pas d'appui auprès de la population, ni dans les partis politiques. De nouvelles manifestations d'opposition à la guerre éclatent en 1956, qui ne rencontrent pas plus d'écho. On peut dire que dans ces années-là, la société française accepte, de manière silencieuse, que ses jeunes aillent « maintenir l'ordre » en Algérie. Il faudra attendre 1959-1960 pour voir cet accord

tacite se fissurer. Le souhait de voir revenir les soldats se fera alors de plus en plus pressant.

– *Quelle « expérience » vivent les appelés français en Algérie ?*

– Il est difficile de généraliser autant de cas individuels. Tous les appelés ne vivent pas la même guerre, selon l'époque à laquelle ils sont mobilisés, le lieu où ils sont affectés, ou encore la fonction qu'ils occupent. Mais on peut tenter de trouver des points communs et ainsi cerner des expériences partagées. Pour beaucoup de soldats venus de la métropole, la guerre d'Algérie commence par une épreuve pénible : la traversée de la Méditerranée, entassés dans un paquebot, parfois dans les cales. Cette traversée représente pour eux un saut vers l'inconnu – c'est généralement la première fois qu'ils voyagent hors de l'Hexagone. Une fois sur le sol algérien, ils suivent une période d'instruction. Ils apprennent à tirer mais surtout à marcher, à « crapahuter ». Ils doivent aussi apprendre à supporter l'éloignement, l'absence de femmes, la répétition des tâches, l'ennui... Ils écrivent des lettres et en reçoivent. Certains rédigent un journal intime.

– *Mais comment se passe la guerre, pour eux, au quotidien ?*

– Ils mènent des opérations de surveillance, par exemple dans une rue ou près d'une ferme. Ils arrêtent des « suspects » au hasard, lors d'opérations de « ratissage ». Ils doivent faire face à un ennemi le plus souvent invisible, qui connaît beaucoup mieux le terrain qu'eux. Leur entraînement est médiocre, ils sont éparpillés sur de vastes étendues, ce qui les rend vulnérables.

Ainsi, le 18 mai 1956, à Palestro (l'actuelle Lakhdaria), une commune située au nord de l'Algérie, 21 soldats tombent dans une embuscade de l'ALN. Un seul survit, délivré cinq jours plus tard par des parachutistes. Les cadavres des autres jeunes Français sont retrouvés mutilés. En métropole, la nouvelle provoque une très grande émotion. Comme si elle suscitait une soudaine prise de conscience. Pour le public, cette embuscade révèle en quelque sorte la vraie nature du conflit qui se déroule en Algérie : une guerre où de jeunes Français meurent dans des conditions atroces. Palestro n'est pas la seule attaque de ce type contre des soldats du contingent mais, pour ces derniers, elle devient l'exemple par excellence de ce qu'ils redoutent : tomber dans un guet-apens, se trouver dans l'incapacité de se défendre, être tués puis mutilés. L'embuscade de Palestro nourrit les récits qu'ils se racontent entre eux. Elle alimente leurs angoisses quotidiennes. Car, en Algérie, les soldats font l'expérience de l'attente inquiète, de la peur, de la violence. Après Palestro, une action de

représailles conduit à la mort de 44 personnes.

– *Les combattants indépendantistes algériens vivent-ils le même genre d'expérience ?*

– Côté nationaliste, c'est une expérience très différente. L'ALN existe depuis le 1^{er} novembre 1954. Elle est alors une armée de 3 000 partisans, privés d'armes et de formation militaire. Mais au fur et à mesure de la guerre, elle va se constituer en armée classique. À l'occasion d'un congrès tenu, en août 1956, dans la vallée de la Soummam (en Kabylie), elle adopte une hiérarchie d'unités et de grades. Elle est composée de compagnies légères de quelques dizaines d'hommes. Alors que l'armée française se montre aux yeux de tous, se déploie sur le terrain et dans les airs pour donner une impression de puissance, l'ALN, elle, procède par effet de surprise. Ses méthodes sont celles de la guérilla : camouflage, assaut contre un convoi militaire dans un lieu propice, refuge dans la montagne, etc. Les maquisards, très mobiles, se déplacent clandestinement et rapidement d'un point à un autre. Ils marchent le plus souvent la nuit, en silence. Si les combattants (le mot arabe est *moudjahidine*) apparaissent au grand jour, c'est uniquement pour que la population musulmane sente leur présence. Paysans ou montagnards, ils ont une connaissance parfaite des zones d'affrontement. Ils sont liés entre eux par la cause qu'ils servent et par les dangers qu'ils traversent. Pour eux, la guerre n'a en fait que deux issues possibles : la mort au combat ou la victoire finale. La discipline comme les conditions de vie sont très dures. Une arme, des munitions, quelques vivres (semoule, pois chiches) sont les biens les plus précieux de ces hommes.

– *Quels sont les moyens dont disposent les nationalistes algériens pour faire face à l'armée française ?*

– Pour faire la guerre, les nationalistes ont besoin d'argent. Il leur faut acheter des armes, aider les familles des militants emprisonnés ou tués. Outre les revenus collectés auprès des Algériens musulmans (notamment en métropole, j'y reviendrai), le FLN cherche à obtenir des soutiens extérieurs. Dès le début de la guerre, il reçoit l'aide de l'Égypte, dirigée à l'époque par le colonel Nasser.

Mais les indépendantistes algériens prennent bientôt conscience de la nécessité de se faire entendre plus largement. Leur cause doit être connue de tous et reconnue par tous comme étant juste. Ils se lancent donc dans une action politique et diplomatique, aussi importante que la lutte armée. C'est une stratégie d'internationalisation du conflit. En 1955, le FLN se fait reconnaître officiellement à la conférence de

Bandung, où sont réunis les pays qui refusent de s'aligner sur les positions des deux superpuissances (les États-Unis et l'URSS). L'attention du monde est également attirée par le soulèvement du 20 août 1955, que j'ai mentionné plus haut. La « question algérienne » est discutée à l'ONU (Organisation des Nations unies) peu après. À l'étranger, le FLN est représenté par plusieurs hommes, dont Hocine Aït Ahmed, M'Hamed Yazid, et le plus connu, Ahmed Ben Bella.

– *Qui est-il ?*

– C'est un homme qui a fait la Seconde Guerre mondiale dans l'armée française. Il a été, comme beaucoup de militants, profondément marqué par les massacres de Sétif de mai-juin 1945. Engagé du côté des nationalistes, il est arrêté en 1950. Il s'évade, s'enfuit au Caire, où il obtient le soutien de Nasser. Il est à nouveau emprisonné après le détournement de son appareil par l'aviation française en octobre 1956.

– *Le détournement de son appareil ? De quoi s'agit-il ?*

– Pendant la guerre, le FLN est également soutenu par la Tunisie, indépendante depuis le début de l'année 1956. Des armes et des renforts sont acheminés en Algérie par ce pays voisin. Le 22 octobre 1956, quatre chefs du FLN s'envolent pour la Tunisie, en provenance de Rabat, au Maroc. Ils sont interceptés par l'aviation française qui les force à se poser à Alger. À bord, se trouvent Ahmed Ben Bella, mais aussi les leaders Hocine Aït Ahmed, Mohamed Boudiaf et Mohamed Khider. Ces hommes seront surnommés les « chefs historiques » du FLN. Ils sont mis en prison en métropole, où ils resteront jusqu'à la fin de la guerre. Avec cette arrestation, l'armée, soutenue par Robert Lacoste (plus haut représentant du gouvernement en Algérie, après le départ de Jacques Soustelle), espère avoir « décapité la rébellion ». En la privant de ses leaders, elle pense l'avoir désorganisée durablement. Pour le FLN, c'est certes un coup dur, mais pas un coup mortel.

– *Aujourd'hui, on entend beaucoup parler des islamistes. Le FLN était-il islamiste ? Quelle était son idéologie ?*

– Pendant la guerre d'Algérie, le FLN est, avant tout, un mouvement nationaliste radical, qui veut obtenir l'indépendance de l'Algérie. Il se nourrit pour cela de deux grandes influences : le socialisme, d'une part, et la tradition islamique, de l'autre. Le socialisme influence le mouvement indépendantiste algérien depuis ses origines, dans les années 1920. Son idéal égalitaire ne peut que séduire les responsables du FLN. Pour ce qui est de l'islam, il faut être précis. Il ne s'agit pas de

l'idéologie islamiste extrémiste, telle qu'on peut la voir à l'œuvre de nos jours en Iran ou en Afghanistan par exemple. C'est un islam traditionnel, partagé par presque tous les Algériens, qui respectent les habitudes religieuses de leurs ancêtres. Le FLN utilise ce lien, fait appel à la foi et à l'espérance, promet un avenir meilleur...

– *Socialisme et islam, cela semble contradictoire.*

– Le FLN est sans aucun doute traversé de contradictions. Mais sa force, à partir des années 1955-1956, est précisément de parvenir à rassembler sous son aile des mouvements venus d'horizons divers. Ferhat Abbas, nationaliste modéré, et son parti l'UDMA (Union démocratique du manifeste algérien), rallient ainsi le FLN à la fin de l'année 1955. Les Oulémas, réformistes religieux qui veulent la renaissance de l'identité islamique de l'Algérie, font de même en avril 1956. Et peu de temps après, les communistes le rejoignent à leur tour. En revanche, Messali Hadj, le « père » du nationalisme algérien, et son parti le MNA (Mouvement national algérien) refusent, eux, d'entrer dans cette logique.

– *Pourquoi ?*

– Les dirigeants du FLN sont, depuis plusieurs années, en désaccord avec Messali Hadj sur les moyens de parvenir à l'indépendance. Celui-ci, de son côté, n'accepte pas le principe d'un mouvement unique qui absorberait tous les autres. Dès le début de la guerre d'Algérie, le FLN veut en effet s'imposer comme le seul interlocuteur valable face au gouvernement français. Il est dans une stratégie de domination, de monopole politique.

Rapidement, la guerre entre les nationalistes et l'armée française se double alors d'une autre guerre : entre le FLN et le MNA de Messali Hadj. C'est un conflit particulièrement meurtrier et cruel, qui fait des milliers de victimes en Algérie pendant toute la durée de la guerre. Ainsi, en mai 1957, 374 habitants du village de Melouza, soupçonnés d'appartenir au MNA, sont massacrés. Après cette tuerie, des combattants du MNA, notamment ceux d'un certain Mohammed Bellounis, rejoignent l'armée française (Bellounis sera pourtant abattu l'année suivante par cette même armée française). L'affrontement entre les deux camps déborde jusqu'en métropole, parmi les immigrés algériens. Malgré un appel de Messali Hadj en septembre pour que cessent les règlements de comptes, des responsables du MNA sont assassinés à Paris.

– *Pourquoi une telle violence entre des gens qui devraient être alliés ?*

– C'est une question à laquelle il est bien difficile de répondre en quelques lignes. Pourquoi, en effet, un tel déchaînement de haine ? Pourquoi des Algériens nationalistes massacrent-ils d'autres Algériens nationalistes, au simple prétexte qu'ils n'appartiennent pas au même parti ? Je crois qu'il est toujours plus simple de décrire *comment* se déroulent des actes de violence que d'expliquer *pourquoi* ils ont lieu. Si l'on adopte un point de vue d'ensemble, on peut dire que, bien souvent, les conflits qui opposent des frères, des habitants d'un même pays ou d'un même peuple sont les plus sanglants. Pour ce qui est, plus spécifiquement, du cas de l'Algérie, on peut avancer que les conditions de la guerre, longue, très dure, et la volonté du FLN de s'imposer à tout prix comme seul interlocuteur politique ont entraîné une radicalisation et de nombreuses atrocités.

– *Du côté français, aussi, il y a eu des actes atroces ?*

– Oui, c'est incontestable. Et il est important de les mettre en lumière, pour éviter que l'on puisse faire comme s'ils n'avaient pas eu lieu. Mais il faut que j'explique d'abord ce qu'est la « bataille d'Alger ».

– *Qu'est-ce que c'est ?*

– C'est l'un des moments les plus marquants de la guerre d'Algérie. Elle symbolise toute sa violence et ses dérives. Jusqu'alors, le conflit se déroulait surtout dans les campagnes. Mais à partir de la fin 1956, le FLN change de tactique. Il décide de multiplier les attentats en plein cœur d'Alger. Au sein de l'armée française, le général Jacques Massu et sa Xe division de parachutistes (les « paras ») sont chargés de faire face à cette nouvelle situation. Début janvier 1957, 8 000 paras entrent dans la ville. La « bataille d'Alger » commence.

La tension est extrême. Des hélicoptères survolent la Casbah (la vieille ville) en permanence. Les quartiers musulmans sont entourés de barbelés, éclairés par des projecteurs. Face aux milliers de militants du FLN à Alger, les paras remplacent la police. Ils arrêtent les « suspects » en masse, les fichent, mènent des interrogatoires « musclés » pour obtenir des renseignements... À Alger, c'est l'horreur. Les bombes du FLN tuent des dizaines d'Européens. En réponse, les paras français traquent, enlèvent, torturent. Le nombre d'attentats diminue pendant quelques semaines. Mais il remonte au mois de juin. Pour mener la répression, les paras sont désormais assistés par un réseau de militants nationalistes « repentis ». Surnommés « bleus de chauffe », ils infiltrèrent le FLN et livrent de précieuses informations à l'armée française.

Le chef du FLN à Alger, Yacef Saadi, est arrêté en septembre 1957.

Son adjoint, Ali La Pointe, se suicide dans une cache alors qu'il était sur le point de se faire capturer. C'est la fin de la « bataille d'Alger ». Sur le terrain, l'armée a gagné. Des milliers d'Algériens musulmans ont été arrêtés ou tués. La population européenne peut à nouveau se rendre sur la plage, aller au restaurant. Mais cette « victoire » a été obtenue au prix des pires méthodes.

– *Le terrorisme a-t-il été « inventé » au moment de la guerre d'Algérie ?*

– Il faut d'abord savoir ce que l'on entend par le mot « terrorisme ». Si l'on veut dire par là des attaques à la bombe dirigées contre des bâtiments ou des individus, alors le terrorisme ne date pas de la guerre d'Algérie. Pendant la guerre livrée par les Irlandais contre les Britanniques dans les années 1919-1921, ce type de violence était utilisé. Durant la Seconde Guerre mondiale, par exemple, les actions de la Résistance française contre l'occupant allemand étaient qualifiées de « terroristes » par les nazis. Les terroristes ne mènent pas seulement des actions ciblées contre des personnes ou des édifices qui symbolisent la puissance ennemie. Ils répandent la « terreur » car leurs bombes peuvent exploser à tout moment, en tout lieu.

Mais le terrorisme entraîne généralement un profond questionnement moral. Tous les moyens sont-ils bons pour atteindre son objectif ? Certains actes ne portent-ils pas atteinte à la cause défendue, aussi juste soit-elle ? On peut dire que le fait de s'en prendre par exemple à des soldats dans une caserne n'équivaut pas au fait d'attaquer des civils dans un bar ou un cinéma. Or, pendant la guerre d'Algérie, les attentats contre les civils se généralisent. Le terrorisme devient une des caractéristiques essentielles du conflit.

– *Il est pratiqué uniquement par les Algériens musulmans ?*

– Non, d'autres y ont également recours. Ainsi, au mois d'août 1956, une bombe explose rue de Thèbes dans la Casbah d'Alger, provoquant la mort de dizaines d'Algériens musulmans. Elle a été déposée par des Européens favorables au maintien de la présence française en Algérie. À la fin de la guerre, les plus extrémistes parmi les partisans de l'Algérie française commettront également de nombreux actes terroristes. Mais durant la « bataille d'Alger », comme je l'ai expliqué, c'est le FLN qui place des bombes dans des lieux publics : un stade, un café, un dancing, un arrêt de bus... Ces attentats sèment la panique et la destruction. Pour l'armée, ils justifient l'utilisation de la torture.

– *Savait-on pendant la guerre d'Algérie que la torture était utilisée par l'armée française ou est-ce quelque chose qui a été découvert après ?*

– Dès le mois de janvier 1955, c'est-à-dire deux mois seulement après le début de la guerre, la torture est dénoncée publiquement. L'écrivain François Mauriac publie un article à ce sujet dans le journal *L'Express*. Toujours en 1955, des rapports sont rédigés et adressés aux plus hauts responsables politiques. La torture est donc connue. Elle n'est pas employée pour la première fois, loin de là, au moment de la « bataille d'Alger ». Mais son utilisation courante durant cette année 1957 va provoquer une prise de conscience. Plusieurs soldats font paraître leur témoignage. Je cite l'un d'eux : « Nous sommes désespérés de voir jusqu'à quel point peut s'abaisser la nature humaine et de voir des Français employer des procédés qui relèvent de la barbarie nazie. »

– *La comparaison avec les méthodes nazies est-elle juste ?*

– Infliger des souffrances physiques insupportables pour « faire parler » était une pratique de la Gestapo. Paul Teitgen, secrétaire général de la police d'Alger, qui démissionne pour protester contre les pratiques du général Massu et des parachutistes, écrit ainsi : « En visitant les centres d'hébergement, j'ai reconnu sur certains assignés les traces profondes des sévices ou des tortures qu'il y a quatorze ans je subissais personnellement dans les caves de la Gestapo à Nancy. » Mais la Seconde Guerre mondiale – notamment l'ampleur de la machine exterminatrice nazie – ne peut être comparée à la guerre d'Algérie.

– *Était-il possible, lorsque l'on appartenait à l'armée française qui faisait la guerre en Algérie, de s'opposer à la torture ?*

– Oui, mais il fallait accepter d'en payer les conséquences. Il est important de citer à ce propos le cas du général de Bollardière. En mars 1957, ce général demande à être relevé de son commandement en Algérie car il refuse l'utilisation de la torture, qu'il a, lui aussi, connue sous l'occupation nazie. Il sera enfermé pendant deux mois et on ne lui confiera ensuite plus aucune responsabilité. En 2007, un carrefour Général-de-Bollardière a été inauguré à Paris. C'est une façon d'honorer sa mémoire et de rendre hommage à son courage.

– *Les soldats français qui ont torturé pendant la guerre d'Algérie ont ils été contraints de le faire ?*

– Peut-être certains d'entre eux l'ont accepté pour venger un camarade tué. Mais les actes commis poursuivront beaucoup de soldats pour le reste de leur vie. Certains seront brisés, rongés par la culpabilité et la honte d'avoir été des bourreaux ou même simplement

des témoins de ces cauchemars bien réels.

– *De quels types de torture s'agissait-il ?*

– Rouer de coups un homme, le plonger dans une baignoire jusqu'à ce qu'il ne puisse presque plus respirer, violer collectivement une femme, électrocuter un « suspect »... Une des tortures les plus communes était surnommée la « gégène ». Le mot vient des génératrices utilisées pour produire l'électricité. Pendant la « bataille d'Alger », ces violences sont pratiquées dans des centres dirigés par les paras. Ce sont des lieux spécialisés dans la torture. À la même période, certaines personnes disparaissent complètement après avoir été arrêtées. C'est le cas par exemple de Maurice Audin, un jeune assistant de mathématiques qui était membre du Parti communiste algérien. Une forte mobilisation a eu lieu pour tenter de le retrouver, en vain. Il ne faut pas oublier que des milliers d'Algériens musulmans ont subi le même sort que lui. Les corps de tous ces « disparus » n'ont jamais été rendus à leur famille.

– *Le gouvernement était-il au courant de ces pratiques ?*

– Oui, certains responsables politiques étaient au courant et ils ont laissé faire. Ils ont accepté l'idée selon laquelle la torture était nécessaire pour lutter contre le FLN. L'armée la justifiait en prétendant qu'elle était le meilleur moyen pour obtenir des renseignements.

– *Comment la France, la « patrie des droits de l'homme », a-t-elle pu cautionner de tels actes de barbarie ?*

– La République française, aujourd'hui comme hier, proclame son respect des grands principes universels de 1789 : les droits de l'homme. Mais cette France idéale ne correspond malheureusement pas toujours à la France réelle. Cela ne veut pas dire que les grands principes sont sans valeur, mais que leur respect est un combat de tous les jours. Et c'est précisément au nom de ces principes que de nombreuses personnes se sont mobilisées pendant la guerre d'Algérie pour dénoncer la torture. On peut évoquer l'exemple d'Henri Alleg, qui publie en 1958 un livre intitulé *La Question*. Cet ouvrage est l'un des plus célèbres sur la guerre d'Algérie. Henri Alleg y témoigne des brutalités qu'il a subies lors de son arrestation par les paras à Alger. Son récit choque l'opinion publique et lance un débat national. Des prêtres, des journalistes, des intellectuels font entendre leur voix. Les critiques sont de plus en plus vives. Le gouvernement ne peut les ignorer. Il se trouve fragilisé. Pourtant, au même moment, la France semble l'emporter sur le plan militaire.

– *C'est parce que la France a une meilleure armée ?*
– L'armée française est beaucoup plus puissante que l'ALN. Dans le bled, en 1957, elle fait la démonstration de cette puissance.

– *Le « bled », qu'est-ce cela veut dire ?*

– Aujourd'hui, le mot « bled » est utilisé dans le langage courant pour parler d'un village ou d'une petite ville un peu perdue. On dit parfois d'un lieu qu'il est un « bled paumé ». Mais pendant la guerre d'Algérie, le bled désigne la campagne algérienne. L'affrontement militaire s'y déroule pour une bonne part. Sur ce terrain-là, l'armée française domine. Pour couper les combattants algériens de leurs alliés extérieurs, ses soldats placent des mines et des barbelés électrifiés le long des frontières. Ces barrages sont surnommés la « ligne Morice » (du nom d'André Morice, le ministre français de la Défense). Les troupes françaises parviennent ainsi à intercepter des convois d'armement en provenance de la Tunisie et du Maroc. Les soldats de l'ALN se trouvent isolés. À la fin 1957, l'armée française est satisfaite. De son point de vue, elle a non seulement vaincu le FLN lors de la « bataille d'Alger », mais elle est parvenue à sécuriser les frontières de l'Algérie. De plus, le nombre d'Algériens musulmans qui font la guerre à ses côtés a considérablement augmenté.

– *Des Algériens musulmans appartiennent à l'armée française et participent à la guerre ?*

– Oui, ce sont ceux que l'on nomme généralement les « harkis ».

– *Qu'est-ce que cela veut dire « harkis » ?*

– « Harki » est un mot arabe qui veut dire « mouvement ». Il est utilisé à partir du début de la guerre d'Algérie pour désigner les soldats musulmans qui font la guerre du côté de la puissance coloniale. La présence de ces harkis (on emploie aussi le terme « supplétifs ») dans l'armée française prouve bien que les paysans algériens n'étaient pas tous unis derrière le FLN.

– *Les harkis étaient pour l'Algérie française ?*

– C'est une question délicate. Se sont-ils portés volontaires pour défendre la France et sa présence en Algérie ? Ou bien ont-ils été poussés, voire forcés, à rejoindre l'armée par des officiers français ? En fait, pour beaucoup d'entre eux, les raisons de leur engagement sont avant tout matérielles : ils cherchaient à échapper à la misère. Avec l'espoir, pour ces nombreux paysans, de sauver leur terre. Parfois,

avec les mêmes motivations, certains ont fait le choix de l'ALN, d'autres celui de l'armée française. D'autres sont sincèrement convaincus de la nécessaire présence française en Algérie.

– *Combien étaient-ils dans l'armée française ?*

– Autour de 50 000 hommes vers la fin de l'année 1957 et plus du double à la fin de la guerre.

– *Si l'armée française est beaucoup plus forte, si de nombreux Algériens musulmans en font partie, et si l'aide étrangère n'arrive plus par les frontières, comment le FLN peut-il espérer gagner la guerre ?*

– Les dirigeants du FLN savent que cette guerre contre la France ne se joue pas seulement sur le terrain militaire. Le terrain politique est au moins aussi important. J'insiste à nouveau sur ce point : pour les nationalistes algériens, il est très important de faire reconnaître au monde entier que leur combat est juste, qu'ils ont le droit à l'indépendance, comme les autres peuples du monde. Or, sur la scène diplomatique, ils remportent des victoires. Ils reçoivent un soutien de plus en plus affirmé de la part de pays étrangers. Ce soutien est d'autant plus important après le bombardement français du village tunisien de Sakiet-Sidi-Youssef, le 8 février 1958.

– *Un bombardement en Tunisie ?*

– Je dois d'abord en expliquer le contexte. Un mois plus tôt, des soldats français sont tombés dans une embuscade près de la frontière tunisienne. Quatre d'entre eux ont été emmenés au-delà de cette frontière, côté tunisien. Le général Salan, commandant en chef de l'armée en Algérie, demande au gouvernement l'autorisation de poursuivre l'ennemi algérien jusqu'en Tunisie. Le gouvernement accepte. L'aviation française décide donc de pourchasser ceux qu'elle appelle les « rebelles » en territoire tunisien. Et, le 8 février 1958, elle bombarde le village de Sakiet-Sidi-Youssef. Ce bombardement fait de nombreuses victimes civiles, dont plusieurs enfants. La nouvelle fait le tour du monde. L'opinion publique internationale est choquée. La France est montrée du doigt, mise en accusation par de nombreux pays à l'ONU. Elle se trouve très affaiblie par cet épisode. Le régime de la IV^e République est sur le point de tomber.

– *C'est le bombardement de Sakiet-Sidi-Youssef qui provoque la chute de la IV^e République ?*

– Pas directement, mais on peut dire qu'il y contribue, dans un

contexte où le gouvernement français est de plus en plus incapable de faire face à la guerre d'Algérie. À la crise politique s'ajoutent aussi des difficultés économiques. La monnaie française perd de sa valeur, du fait de la position difficile du pays sur la scène internationale. Au sommet de l'État, c'est l'impuissance qui règne. L'armée et les Européens d'Algérie redoutent par-dessus tout que le gouvernement finisse par « abandonner » l'Algérie.

– *Comment se passe concrètement la fin du régime de la IV^e République ?*

– La crise se déroule en plusieurs étapes. Le 8 mai 1958, Pierre Pflimlin est nommé président du Conseil. Or, il a dit qu'il souhaitait négocier avec le FLN. Le même jour, le mouvement nationaliste algérien annonce l'exécution de trois soldats français. Le représentant du gouvernement français en Algérie, Robert Lacoste, est convoqué à Paris. À Alger, l'armée reste donc la seule autorité en place. Vient alors la journée très importante du 13 mai 1958. Ce jour-là, une grande manifestation des Européens d'Algérie se déroule dans la ville, avec le soutien des officiers français. La foule envahit l'immeuble du Gouvernement général, symbole de la présence française en Algérie. La situation échappe complètement au gouvernement, qui est trop faible pour réagir. Le lendemain, le général Salan appelle au retour au pouvoir du général de Gaulle.

– *Pourquoi de Gaulle ?*

– Le général de Gaulle est l'homme qui a refusé la défaite de la France face à l'Allemagne nazie en 1940. Réfugié à Londres pendant la guerre, il a mené de l'extérieur le combat pour libérer le pays. Après la chute du régime de Vichy et le rétablissement de la République, il s'est éloigné de la vie politique française. Mais son action pendant la guerre lui donne en quelque sorte une image de sauveur. Pour beaucoup, il est le seul homme à pouvoir en finir avec la guerre d'Algérie.

Le 15 mai 1958, il se dit « prêt à assumer les pouvoirs de la République ». Certains redoutent qu'il prenne le pouvoir par la force. Il répond qu'il n'a pas l'intention, à l'âge de 67 ans, « de commencer une carrière de dictateur ». Il est nommé président du Conseil quinze jours plus tard et fait un voyage en Algérie peu après. C'est à cette occasion qu'il prononce un discours dans lequel il lance sa formule célèbre : « Je vous ai compris ! »

– *Que veut dire ce « Je vous ai compris » ?*

– C'est une phrase assez ouverte. Elle ne signifie pas que de Gaulle

s'engage à garder à tout prix l'Algérie française. Il faut, à ce propos, souligner un paradoxe : de Gaulle revient au pouvoir grâce à l'appui des partisans de l'Algérie française (une partie de l'armée et les Européens d'Algérie). Or, c'est sous sa présidence que l'Algérie va devenir indépendante. Mais cela va prendre beaucoup de temps. La guerre d'Algérie va durer encore quatre ans. Quatre années de violences, de drames, de déchirements. En 1958, quand de Gaulle revient au pouvoir, cette histoire est donc loin d'être terminée... Dans l'immédiat, l'objectif du général est de restaurer l'autorité de l'État. Pour cela, il veut changer de régime. Alors que le chef de l'exécutif était faible sous la IV^e République, il propose une nouvelle République où le président aura un pouvoir beaucoup plus fort.

– *C'est donc la guerre d'Algérie qui a entraîné la mort de la IV^e République et la naissance de la V^e République ?*

– Oui, c'est certain. En France, les changements de régime interviennent d'ailleurs toujours à la suite de grands bouleversements politiques ou militaires. Pour ce qui est de la V^e République, elle voit le jour à la faveur du retour au pouvoir du général de Gaulle, conséquence de la guerre d'Algérie. De Gaulle présente une nouvelle Constitution (loi fondamentale, qui définit le fonctionnement des institutions politiques), qui est approuvée par un référendum en septembre 1958. Les Français de métropole mais aussi les Européens et les musulmans d'Algérie participent à ce vote. À la fin de l'année, de Gaulle est élu président de la République.

– *Quelles sont les solutions qu'il propose en Algérie ?*

– Le terme de « solutions » ne me semble pas forcément être le plus juste pour décrire sa politique. Le général de Gaulle n'a pas de baguette magique qui permettrait de tout résoudre d'un seul coup. Il avance de manière prudente et progressive. Il lance d'abord un grand plan d'investissement économique et social en Algérie. Puis, le 23 octobre 1958, à l'occasion d'une conférence de presse, il propose au FLN « la paix des braves ».

– *Qu'est-ce que cela veut dire « la paix des braves » ?*

– Cette expression pourrait laisser croire que de Gaulle offre généreusement la paix aux combattants algériens. En fait, il leur propose plutôt de se rendre, dans l'honneur. Il affirme que s'ils se rendent, ils seront bien traités. Le FLN rejette cette offre. Mais on peut penser que de Gaulle imagine déjà qu'il lui faudra un jour négocier avec les nationalistes algériens. Et pour cela, il veut se placer dans la

meilleure position possible.

– *C'est-à-dire ?*

– Une négociation politique est un rapport de forces. De Gaulle, s'il doit discuter avec le FLN dans un avenir proche, veut que celui-ci soit en mauvaise posture sur le terrain militaire. C'est pourquoi il demande à l'armée de lancer une grande offensive contre l'ALN. C'est ce que l'on appelle le « Plan Challe », du nom du nouveau commandant en chef en Algérie. Durant l'année 1959, l'armée française cherche à écraser les combattants indépendantistes par tous les moyens. Elle utilise notamment des bombes au napalm (substance à base d'essence), qui sont particulièrement destructrices. Elle parvient aussi à faire croire aux chefs militaires nationalistes qu'il y a des espions au sein de leurs troupes. Par crainte d'être trahis, ces officiers tuent leurs propres soldats. C'est une période très dure pour l'ALN. D'autant qu'au même moment, les chefs politiques du mouvement indépendantiste se divisent.

– *Pourquoi ?*

– Comme je l'ai déjà expliqué, le FLN rassemble plusieurs courants, différentes personnalités. Celles-ci sont en lutte pour le pouvoir à l'intérieur même du mouvement. Chacun veut dominer les autres. Les divisions sont d'autant plus grandes que ces hommes ne sont pas tous réunis en un même lieu. Le FLN est éclaté en plusieurs centres. Il y a bien sûr les chefs militaires qui mènent la guerre sur le sol algérien. Mais les difficultés rencontrées face à l'armée française sont telles qu'une autre armée se constitue aux frontières de l'Algérie. Cette « armée des frontières » emmenée par Houari Boumediene a de plus en plus d'importance. Outre les chefs militaires, certains hauts responsables civils du FLN sont réfugiés dans des pays amis, comme la Tunisie ou l'Égypte. Ils ont créé en septembre 1958 le GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne), une institution qui leur permet d'être officiellement reconnus par certains États. D'autres dirigeants encore sont en prison en France suite au détournement de leur avion, que j'ai évoqué plus haut. Et il ne faut pas oublier non plus ceux qui sont en métropole, mais en liberté : les responsables de la Fédération de France du FLN.

– *Qu'est-ce que cette Fédération de France du FLN ?*

– C'est une organisation créée, à l'origine, autour d'étudiants algériens musulmans, partisans d'une lutte radicale pour l'indépendance. Elle rassemble des militants nationalistes dans les

principales régions françaises. Ces militants payent des cotisations et soutiennent ainsi le combat indépendantiste en Algérie. Leur apport permet par exemple d'acheter des armes pour l'ALN. Les membres de la Fédération de France sont des immigrés algériens en métropole. C'est pourquoi on peut dire que ces immigrés constituent des renforts, ou forment une sorte de « second front », pendant la guerre d'Algérie. Mais ce « front » politique est divisé, puisque les partisans du FLN vont s'affronter durement aux militants restés fidèles au chef nationaliste Messali Hadj. Cette « guerre dans la guerre » fera 4 000 morts en France, entre 1956 et 1962.

Il faut rappeler qu'en 1954, au début de la guerre d'Algérie, on comptait déjà environ 200 000 immigrés algériens en France. Le fait qui peut sembler très étonnant, c'est que cette population immigrée va beaucoup augmenter pendant la durée du conflit. Elle double entre 1954 et 1962. Pour résumer de manière un peu rapide, on peut dire que les Algériens musulmans migrent vers un pays qui leur fait la guerre.

– *Pourquoi font-ils cela ?*

– Parce qu'ils n'ont pas le choix. Le chômage est massif en Algérie. Le seul moyen, pour eux, de trouver du travail, c'est de venir en métropole. La plupart des immigrés sont des hommes âgés de 20 à 40 ans, c'est-à-dire en âge de travailler. Ils viennent notamment remplacer les hommes envoyés se battre en Algérie dans l'armée française, qui ne peuvent donc plus occuper leur poste. C'est aussi une période durant laquelle la France connaît une forte croissance économique. Les entreprises, notamment dans le secteur industriel, ont besoin de main-d'œuvre.

– *Fédération de France du FLN, GPRA, ALN... Avec qui le général de Gaulle pense-t-il discuter ?*

– Cette question se posera mais les négociations ne sont pas encore pour tout de suite. Avant cela, le 16 septembre 1959, de Gaulle fait un pas décisif vers le règlement du conflit. Dans un discours diffusé à la télévision, il se prononce pour l'autodétermination en Algérie.

– *« Autodétermination » ? Qu'est-ce que cela veut dire ?*

– Cela signifie que ce seront les Algériens eux-mêmes qui devront choisir, par un vote, si l'Algérie doit ou non devenir indépendante. C'est un tournant très important dans l'histoire de la guerre d'Algérie. On peut même affirmer que ce conflit se divise en deux périodes : l'une qui va de 1954 à 1959, qui voit la France s'enfoncer dans la

guerre ; l'autre qui va de 1959 à 1962 et qui voit la France en sortir progressivement. Avec ce choix de l'autodétermination, l'indépendance est envisagée pour la première fois par la France comme une solution politique possible. Puisque c'est la population musulmane, très largement majoritaire, qui décidera, une « Algérie algérienne » a de très fortes chances de voir le jour.

– Pourquoi de Gaulle a-t-il pris cette décision ? N'était-il pas pour l'Algérie française ?

– C'est une question à laquelle il n'est pas facile de répondre. Lorsqu'il revient au pouvoir, nul ne sait précisément ce que le général de Gaulle compte faire en Algérie. Il est, c'est évident, soutenu par les partisans de l'Algérie française. Mais il n'a pas l'intention de se soumettre à leur volonté. Au fond, je crois que son choix de l'autodétermination s'explique, en partie au moins, par sa vision de la place de la France dans le monde. De Gaulle avait compris que la guerre d'Algérie pesait de plus en plus sur la France. Elle mobilisait sa jeunesse et ses ressources. Elle lui donnait une mauvaise image dans le monde. Elle empêchait le pays de se consacrer aux défis du présent et de l'avenir : la modernisation de l'économie, l'Europe, etc. Avec le choix de l'autodétermination, de Gaulle affirme que l'empire colonial appartient au passé et que la puissance française doit dorénavant se développer sur un autre terrain. Lors d'un discours, en juin 1960, il dira : « Il est tout à fait naturel que l'on ressente la nostalgie de ce qui était l'empire, comme on peut regretter la douceur des lampes à l'huile, la splendeur de la marine à voiles, le charme du temps des équipages. Mais quoi ! Il n'y a pas de politique qui vaille en dehors des réalités. »

– Si de Gaulle accepte l'autodétermination, alors la guerre ne devrait-elle pas être finie ?

– Ce n'est pas si facile ! Au moment où il annonce ce choix de l'autodétermination, de Gaulle ne fixe pas de calendrier précis. Il sait que l'application de cette décision va prendre du temps et il ne peut prévoir à l'avance toutes ses conséquences. Il a, certes, une grande autorité, qui vient à la fois de son prestigieux passé et des pouvoirs très importants dont dispose le président de la République sous la Ve République. Mais malgré tout, il doit avancer pas à pas, en tenant compte des circonstances. Il doit notamment faire face à une très forte opposition de la part des partisans les plus radicaux de l'Algérie française. Cette opposition se manifeste d'ailleurs peu de temps après son annonce de l'autodétermination, lors de la « semaine des barricades », en janvier 1960.

– *Qu'est-ce que la « semaine des barricades » ?*

– Pour expliquer cet épisode, il faut d'abord rappeler que les Européens d'Algérie se sentent en grand danger depuis l'annonce de l'autodétermination. Ils sont minoritaires (un Européen pour neuf Algériens musulmans) et la plupart d'entre eux estiment que si l'armée française quitte l'Algérie, ils n'auront plus que deux options : fuir ou mourir. C'est « la valise ou le cercueil », pour reprendre une expression employée à l'époque. En cas d'indépendance de l'Algérie, ils redoutent en effet de se faire massacrer, en représailles des violences infligées aux Algériens musulmans. Et ils n'ont aucune envie de quitter cette terre qu'ils considèrent comme la leur.

Le 24 janvier 1960, à Alger, les plus engagés d'entre eux manifestent dans la rue. Une fusillade éclate. Elle fait 20 morts. Les manifestants élèvent alors des barricades et occupent le centre d'Alger. À leur tête, on trouve deux hommes : Pierre Lagailarde, 28 ans, député d'Alger, et Joseph Ortiz, 42 ans, propriétaire d'un bar. Ils veulent provoquer une épreuve de force et espèrent imposer leur point de vue. Mais, en quelques jours, leur action va échouer.

– *Pourquoi ?*

– Parce que ce sont des jusqu'au-boutistes, qui ne sont soutenus ni par l'ensemble de l'armée, ni par la masse des Européens d'Algérie. Le 29 janvier, le général de Gaulle apparaît à la télévision et condamne ceux qu'il nomme « les conspirateurs ». Le 1^{er} février (une semaine après le début de ces événements), les barricades sont abandonnées. Pierre Lagailarde est emprisonné à Paris, tandis que Joseph Ortiz prend la fuite. La « semaine des barricades » se termine. Elle est la première étape d'une radicalisation de plus en plus forte des partisans de l'Algérie française. Elle révèle également de dangereuses divisions au sein de l'armée et du gouvernement français.

– *C'est-à-dire ?*

– À l'intérieur même du gouvernement, certains sont en désaccord avec la politique du général de Gaulle. Ils sont proches des positions des « ultras » de l'Algérie française. C'est par exemple le cas du ministre Jacques Soustelle, qui n'accepte pas que l'Algérie puisse devenir indépendante. Il démissionne d'ailleurs peu après la « semaine des barricades ». Plus grave sans doute, certains officiers de l'armée soutiennent, eux aussi, les activistes européens d'Algérie. C'est une situation dangereuse : que se passera-t-il s'ils refusent d'obéir aux ordres du président de la République ? L'armée française pourrait-elle

se diviser en deux, une partie restant loyale tandis qu'une autre agirait contre le général de Gaulle ? Ce dernier est conscient de ce risque. Il en tire les conséquences : plusieurs colonels, ainsi que le commandant en chef en poste en Algérie, sont remplacés.

– *Le général de Gaulle n'appartient-il pas lui-même à l'armée ?*

– C'est bien sûr un militaire de carrière, mais il occupe désormais une fonction politique. Il représente le pouvoir civil. C'est en tant que président de la République qu'il est le chef des armées. Il utilise néanmoins son passé militaire pour rappeler à tous qu'il doit être obéi. Lorsqu'il s'adresse aux Français (et, par la même occasion, aux militaires qui font la guerre en Algérie), au moment de la « semaine des barricades », il porte son uniforme. Il affirme : « Si j'ai revêtu l'uniforme pour parler aujourd'hui à la télévision, c'est pour marquer que je le fais comme étant le général de Gaulle aussi bien que le chef de l'État. » Il dit aussi : « Je suis le responsable suprême. C'est moi qui porte le destin du pays. Tous les soldats français doivent donc m'obéir. »

Il est en effet crucial pour lui d'éviter les divisions de l'armée car il aborde une phase particulièrement difficile : il s'apprête à proposer aux chefs du FLN de négocier. Une rencontre entre le mouvement indépendantiste algérien et le gouvernement français a lieu en juin 1960. C'est un échec, mais l'espoir grandit de voir enfin la guerre se terminer. La société française attend maintenant avec impatience la fin du conflit et le retour des soldats. L'absence d'un fils, d'un frère ou d'un fiancé dure depuis trop longtemps. Les organisations de gauche (syndicats, fédérations d'étudiants) affirment, elles aussi, leur volonté que des négociations s'engagent réellement.

– *La gauche avait pourtant décidé de faire la guerre en Algérie...*

– Ce n'est plus la même période de la guerre. Plus de quatre ans ont passé depuis le gouvernement de Guy Mollet. Par ailleurs, il faut distinguer les hommes de gouvernement et les mouvements étudiants et ouvriers, ou encore les intellectuels de gauche. Fin 1960, c'est ainsi le moment du procès des membres du « réseau Jeanson », un groupe de « porteurs de valise ».

– *« Porteurs de valise », qu'est-ce que cela veut dire ?*

– C'est l'expression employée par des journalistes pour qualifier les militants français de gauche qui s'engagent dans l'aide directe aux nationalistes algériens du FLN. Dans ces fameuses valises, ils transportent clandestinement de l'argent et quelquefois des armes à

destination du FLN. Le réseau le plus important est celui d'un philosophe nommé Francis Jeanson. En 1960, la plupart de ses membres sont arrêtés et condamnés à de lourdes peines de prison.

– *Qui est Francis Jeanson ?*

– Il fait partie de ces penseurs engagés, partisans de l'indépendance de l'Algérie. Comme d'autres, il ne veut plus se contenter d'écrire des textes, de faire signer des pétitions ou d'organiser des meetings. Il souhaite jouer un rôle actif dans la lutte. C'est un proche de Jean-Paul Sartre.

– *Jean-Paul Sartre était lui aussi engagé en faveur du FLN ?*

– Oui. Il s'est engagé de manière importante, notamment en écrivant la préface de l'ouvrage d'un autre intellectuel, Frantz Fanon, intitulé *Les Damnés de la terre*. Dans ce texte, Sartre en appelle à la violence pour mettre fin au système colonial. Il pensait que la guerre d'Algérie imposait de choisir son camp, sans compromis possible : pour l'Algérie française ou pour le FLN. Il était en désaccord, à ce sujet, avec Albert Camus.

– *Quelle était la position de Camus sur la guerre d'Algérie ?*

– Il faut d'abord rappeler que Camus est né et a grandi en Algérie. Ses parents, sa famille étaient des « pieds-noirs » et une bonne partie de son œuvre est nourrie de son enfance algérienne. En tant que journaliste, il avait aussi dénoncé dans plusieurs articles importants la misère et les injustices de l'Algérie coloniale.

Pourtant, lorsqu'elle survient, Camus est déchiré par la guerre d'Algérie. Il n'est pas d'accord avec les « ultras » de l'Algérie française, tout en s'opposant aux partisans de l'indépendance. En 1956, il appelle à un compromis, une « trêve civile ». Il refuse de choisir entre le terrorisme aveugle du FLN et la répression sanglante menée par l'armée française. En janvier 1960, l'écrivain meurt dans un accident de voiture et ne verra donc pas la fin du conflit. Comme Sartre, il a été une des grandes figures de l'engagement pendant la guerre d'Algérie. Mais il ne faut pas oublier que bien d'autres intellectuels ont pris position. C'est le cas par exemple de l'historien Pierre Vidal-Naquet et des autres personnalités qui ont signé le « manifeste des 121 ». Ce texte affirmait le droit à l'insoumission, c'est-à-dire le droit pour les jeunes appelés de refuser d'aller faire la guerre en Algérie.

– *Y avait-il aussi des personnalités ou des intellectuels engagés « dans*

l'autre camp » ?

– Oui. Peu après la parution du « manifeste des 121 », un contre-manifeste est publié. Il est signé par des personnalités de droite, dont des écrivains, qui veulent condamner à la fois les indépendantistes algériens et la pratique de la torture. D'autres hommes, qui sont, eux, d'extrême droite, sont pour l'Algérie française à tout prix. Certains d'entre eux, qui avaient été favorables au régime de Vichy, développent des thèses sur la nécessité d'une « défense de l'Occident » face au « fanatisme musulman ». Ils se déchaînent contre la politique du général de Gaulle, comme les Européens d'Algérie, qui se radicalisent toujours plus. Ainsi, en décembre 1960, lorsque le président de la République se rend en Algérie, de violentes manifestations d'Européens se déroulent.

– Pourquoi ?

– Parce que le fossé se creuse de plus en plus entre ceux qui ont cru que de Gaulle sauverait l'Algérie française, et le chef de l'État lui-même. Mais je voudrais aussi insister sur un point important. En ce même mois de décembre 1960, d'autres manifestations ont lieu : cette fois, ce sont les Algériens musulmans qui défilent massivement aux cris de : « Algérie musulmane », « Vive le FLN », etc. Les gendarmes et les CRS tirent et font, selon un bilan officiel, 112 morts musulmans à Alger. Mais ce type de répression sanglante n'est pas nouveau (c'est d'ailleurs un terrible constat). Ce qui est nouveau, en revanche, et d'une grande importance, c'est ce soutien de la foule urbaine musulmane au FLN.

– Pourquoi est-ce si important ?

– Parce que plus personne ne peut prétendre, comme certains le faisaient, que le FLN est un mouvement de « rebelles » privé de soutien populaire. Dans les négociations qui vont avoir lieu avec le gouvernement français, le FLN pourra, bien au contraire, affirmer qu'il a l'appui d'une large partie de la population musulmane, y compris dans les villes. De Gaulle tient d'ailleurs lui aussi à ce que sa politique soit soutenue par le peuple.

En janvier 1961, un référendum sur l'autodétermination est organisé. Le « oui » l'emporte très largement, avec 75,25 % des suffrages exprimés en métropole et 69,09 % en Algérie. Le début officiel des négociations est prévu dans les mois qui suivent. Début avril, de Gaulle donne une conférence de presse. Il affirme : « La France n'a aucun intérêt à maintenir sous sa loi et sous sa dépendance une Algérie qui choisit un autre destin. » Il n'y a donc plus de doute

possible : pour de Gaulle lui-même, l'Algérie sera bientôt indépendante. C'est à ce moment-là que des officiers haut placés au sein de l'armée française décident de s'opposer à lui. C'est un épisode très marquant de la guerre d'Algérie, que l'on appelle le « putsch des généraux ».

– *De quoi s'agit-il ?*

– D'une tentative de coup d'État par des officiers de l'armée française. Les putschistes veulent renverser le général de Gaulle et maintenir à tout prix la présence française en Algérie. Le 21 avril 1961, en quelques heures, ils prennent le contrôle de plusieurs lieux stratégiques à Alger : l'aéroport, l'hôtel de ville, le Gouvernement général, le dépôt d'armes. Les putschistes vont-ils débarquer à Paris ? Seront-ils soutenus par l'ensemble des troupes françaises en poste en Algérie ?

Le gouvernement réagit. Le 23 avril, de Gaulle apparaît à la télévision, à nouveau en uniforme. Il annonce qu'il applique l'article 16 de la Constitution de la Ve République, qui donne au président, en cas de menace exceptionnelle, presque tous les pouvoirs. Il s'adresse directement aux soldats français, qui écoutent le discours retransmis à la radio sur leurs petits appareils portatifs, des « transistors ». Il leur interdit de soutenir les putschistes. Il dénonce aussi la « frénésie » d'un « quarteron de généraux en retraite ». Et il conclut par ces mots : « Françaises, Français, aidez-moi ! » L'expression « quarteron de généraux en retraite » est restée célèbre.

– *Pourquoi ?*

– Elle fait partie de la « légende » des discours du général de Gaulle. Celui-ci maîtrisait très bien l'art de la parole. Il savait donner de la gravité à ses interventions télévisées et il utilisait souvent des expressions qui frappaient les esprits. Un quarteron est à la fois un petit groupe d'hommes et un quart de quelque chose. C'est un mot que de Gaulle utilise pour réduire les généraux putschistes à une petite bande sans importance.

– *Qui sont-ils ces généraux ?*

– Les meneurs du putsch sont au nombre de quatre : Maurice Challe, Edmond Jouhaud, Raoul Salan, André Zeller. On peut citer aussi les colonels Antoine Argoud, Jean Gardes ou Charles Lacheroy, officiers également impliqués dans la rébellion.

– *Finalement, que se passe-t-il ?*

– Les putschistes manquent de soutien. Leur opération est mal organisée et elle n'est pas appuyée par le gros des troupes françaises. Le général Challe décide de se rendre le 25 avril. Jouhaud, Salan et Zeller plongent dans la clandestinité. Zeller sera arrêté peu après. Jouhaud et Salan seront, eux, des figures importantes de l'OAS.

– *OAS, que veut dire ce sigle ?*

– Cela signifie « Organisation armée secrète ». Il s'agit, à l'origine, d'un petit mouvement clandestin, créé au début de l'année 1961. Il rassemble bientôt les partisans les plus extrêmes de l'Algérie française, des civils, des déserteurs de l'armée, des idéologues d'extrême droite. Ils seront progressivement rejoints par de nombreux Européens d'Algérie qui, sans partager les idées de l'extrême droite sont simplement attachés au maintien de l'Algérie française. Le but de l'OAS est de s'opposer par tous les moyens à la politique du général de Gaulle. Pour cela, des militants basculent dans la violence terroriste. Ils commettent des attentats, ils attaquent des commerçants musulmans mais aussi des policiers ou des enseignants, qui représentent l'administration française en Algérie. Dans les mois qui suivent, ils vont basculer dans une violence de plus en plus grande. Le 9 septembre 1961, ils essayent une première fois d'assassiner le général de Gaulle. La tentative échoue.

– *Les Européens d'Algérie soutiennent l'OAS ?*

– Oui, en majorité. En cette année 1961, ils sont désespérés. Ils ont peur de tout perdre. Beaucoup haïssent désormais le général de Gaulle, qu'ils considèrent comme un traître. Ces derniers mois de la guerre sont marqués par de véritables bains de sang, car le FLN multiplie lui aussi les actions violentes.

– *Le FLN ne souhaite-t-il pourtant pas négocier avec le gouvernement ?*

– Si, mais il faut bien comprendre que les négociations ne signifient pas, loin de là, l'arrêt des violences. Les discussions s'engagent et chaque camp veut affermir sa position sur le terrain. Côté français aussi, la répression se poursuit. Elle vise notamment les Algériens vivant en France lors de la terrible nuit du 17 octobre 1961.

– *Que se passe-t-il cette nuit-là ?*

– À Paris, des dizaines de milliers d'Algériens musulmans manifestent contre le couvre-feu (interdiction de circuler dans les rues

entre 20 h 30 et 5 h 30 du matin) qui leur est imposé. Les forces de l'ordre répriment la manifestation avec une extrême sauvagerie. Elles foncent sur la foule. Elles tirent à la mitraille. Elles jettent des manifestants dans la Seine, provoquant des noyades. Des milliers d'Algériens sont emprisonnés ou expulsés de métropole. Au lendemain de cette nuit sanglante, les autorités françaises ne reconnaissent que 2 morts et 64 blessés. En fait, la répression a fait autour de 100 morts et des milliers de blessés. C'est le préfet de police, Maurice Papon, qui l'a dirigée.

– *Maurice Papon n'a-t-il pas aussi appartenu au gouvernement de Vichy ?*

– Il était haut fonctionnaire et il a notamment occupé le poste de secrétaire général de la préfecture de Gironde, à Bordeaux, en 1942. Il a été accusé d'avoir favorisé la déportation des Juifs de cette ville vers les camps de la mort. Un procès a eu lieu bien des années plus tard, en 1998. Il a été condamné pour complicité de crime contre l'humanité. Son procès a également permis de rappeler son rôle durant la guerre d'Algérie, en particulier dans la répression du 17 octobre 1961. Car cette nuit de violence est longtemps restée dans l'oubli, comme si elle avait été effacée de la mémoire collective.

– *Comment cela ?*

– Du côté des autorités françaises, le silence et la censure étaient de rigueur. Un « oubli judiciaire » a été décrété, sous la forme d'une amnistie pour les faits de « maintien de l'ordre ». Quant aux archives, elles étaient interdites de consultation. Du côté des victimes, certaines ont voulu oublier cette nuit d'horreur. De plus, dans l'esprit de beaucoup de Français, le souvenir d'une autre manifestation, celle du métro Charonne, intervenue en février 1962, a pris le dessus. Ce souvenir a en quelque sorte recouvert celui du 17 octobre 1961. Il a fallu le travail de journalistes, d'historiens, de cinéastes pour que la mémoire de cet événement resurgisse peu à peu.

– *Que s'est-il passé lors de la manifestation du métro Charonne ?*

– En voici le contexte : au début de l'année 1962, l'OAS commet de multiples actes terroristes, non seulement en Algérie, mais aussi en métropole. Un attentat vise le philosophe Jean-Paul Sartre. Un autre, commis dans l'immeuble d'André Malraux, écrivain et ministre de la Culture, coûte la vue à une petite fille de 4 ans.

L'opinion publique est indignée. La gauche (syndicats et partis réunis) appelle à une grande manifestation, le 8 février 1962, pour la

paix en Algérie et contre le « danger fasciste ». Le jour du défilé, les forces de police (toujours dirigées par Maurice Papon) agissent très brutalement. La foule panique et elle tente de se réfugier dans la station de métro Charonne, située boulevard Voltaire, à Paris. Mais de nombreuses personnes trébuchent. Les policiers « frappent dans le tas ». Neuf personnes meurent et de nombreuses autres sont blessées. Cinq jours plus tard, une foule immense suit l'enterrement des victimes du métro Charonne.

Les dernières semaines de la guerre d'Algérie sont ainsi marquées par un tourbillon de violence. En Algérie, entre le 1^{er} janvier et le 15 février 1962, on compte plus de 1 300 attentats, faisant des centaines de morts et de blessés. Ces attentats sont commis par le FLN, par l'OAS mais aussi par les « barbouzes ».

– *Que veut dire ce mot ?*

– Les « barbouzes », ce sont les hommes qui combattent l'OAS pour le compte du gouvernement de manière parallèle ou clandestine. Pour lutter plus efficacement contre les extrémistes, les autorités françaises font appel à ces hommes qui agissent sans respecter le droit. Ils commettent, comme je viens de l'évoquer, des attentats contre des activistes de l'OAS. Ils en enlèvent d'autres. Ils agissent parfois avec l'aide du FLN.

– *Mais pourtant, le FLN et la France sont en guerre !*

– Oui, mais les circonstances du conflit amènent à cette alliance, que l'on pourrait résumer par la formule : « les ennemis de mes ennemis sont mes amis ». De fait, le FLN et les « barbouzes » ont un ennemi commun : l'OAS. La fin du conflit prend ainsi la forme d'un engrenage sanglant, celui du terrorisme et du contre-terrorisme. Les bombes des uns répondent aux bombes des autres. Les morts s'ajoutent aux morts. En plus de la guerre entre la France et les nationalistes algériens, un affrontement franco-français se dessine. C'est presque une guerre civile entre ceux qui refusent la fin de l'Algérie française et ceux qui l'acceptent.

– *Les négociations n'aboutissent toujours pas ?*

– Les deux parties discutent depuis plusieurs mois, mais les négociations sont difficiles, notamment à cause d'un désaccord sur la question du Sahara. Cet immense désert qui s'étend au sud de l'Algérie est un enjeu stratégique pour la France comme pour les nationalistes algériens.

– *Pourquoi ?*

– D’abord, on y trouve du pétrole et du gaz, deux sources d’énergie d’une grande importance. Peut-être plus crucial encore, c’est là que l’armée française fait ses expérimentations nucléaires. La première bombe atomique française a explosé en février 1960 dans le Sahara. C’est pourquoi de Gaulle veut garder la mainmise sur ce territoire, même si le reste de l’Algérie devient indépendant. Le FLN, de son côté, refuse catégoriquement que l’Algérie nouvelle soit amputée d’une région entière. Il exige que les frontières soient maintenues à l’identique après le départ de la France. Après une suspension des négociations, celles-ci reprennent officiellement en mars 1962 dans la ville d’Évian. Des concessions sont faites de part et d’autre et les accords d’Évian sont signés le 18 mars 1962.

– *C’est la fin de la guerre ?*

– Oui et non. Les accords précisent : « Un cessez-le-feu est conclu. Il sera mis fin aux opérations militaires et à la lutte armée sur l’ensemble du territoire algérien le 19 mars à midi. » Mais la violence ne cesse pas encore.

– *Et sur la question du Sahara, un accord a été trouvé ?*

– Le Sahara appartiendra bien à l’Algérie indépendante. Mais les négociateurs du GPRA ont accepté quelques compromis. La France pourra conserver ses installations militaires dans le désert algérien pendant cinq ans. Pour ce qui est de l’exploitation du gaz et du pétrole, les entreprises françaises seront favorisées pendant quelques années. À Évian, le sort des Européens d’Algérie a également été discuté. Les accords indiquent que leurs biens seront respectés et qu’ils pourront choisir la nationalité algérienne. Mais les « pieds-noirs » vont pourtant partir en masse d’Algérie en direction de la métropole.

– *Pourquoi prennent-ils cette décision ?*

– Pour eux, tout se précipite. L’OAS bascule dans un combat de plus en plus désespéré. Ses membres commettent attaques de banque, exécutions sommaires, assauts au bazooka... Les activistes prennent le contrôle d’un quartier d’Alger appelé Bab-el-Oued. Ils attaquent des camions de l’armée française. Le 26 mars, les forces de l’ordre tirent sur des manifestants qui soutiennent l’OAS, rue d’Isly, à Alger. Cet événement, au cours duquel des Français tuent des Français, va conduire de nombreux « pieds-noirs » à décider de quitter l’Algérie.

La violence redouble après le référendum d’avril 1962, qui voit les

électeurs soutenir massivement les accords d'Évian (90,7 % des suffrages exprimés). Les extrémistes pratiquent alors la « politique de la terre brûlée » : attentat à la voiture piégée, incendie de la bibliothèque d'Alger, destruction de plusieurs écoles... Les chefs du FLN ont de plus en plus de mal à empêcher la population musulmane de riposter. La masse des Européens d'Algérie ne voit plus qu'une seule solution : quitter l'Algérie pour aller vivre en métropole.

– *Leur accueil est-il organisé par le gouvernement ?*

– Les départs se font dans l'urgence. C'est un véritable exode : en quelques mois, des centaines de milliers d'Européens quittent l'Algérie. Ce qui signifie que tous les jours, ce sont des milliers de personnes qui fuient avec leurs biens les plus précieux, laissant derrière eux un appartement, une boutique, des objets personnels... et tant de souvenirs.

Peut-être est-il éclairant que je revienne en quelques mots sur mon expérience personnelle ? Un camion militaire est venu nous chercher, mes parents, ma sœur et moi, à l'aube, pour nous emmener sur une base aérienne. Avec, chacun, nos deux valises et notre manteau sur le dos pour gagner de la place dans nos affaires. Nous n'avions pris ni jouets ni livres. Juste des habits. C'était la première fois que nous montions dans un avion. Nous avons décollé le soir, après une journée d'attente sous un soleil écrasant. Ma mère avait nettoyé l'appartement et mon père avait fermé à clef, comme si nous partions quelques jours en vacances. C'était pourtant bien un départ définitif.

Avec le recul, je peux dire que j'ai grandi avec la guerre d'Algérie. Les bruits des bombes, les barrages faisaient partie de notre quotidien. Ma mère avait peur quand je partais seul à l'école, le matin. Je me souviens des attentats : à 2 heures, 3 heures du matin, un bruit assourdissant me soulevait hors du lit. Les vitres de l'appartement étaient soufflées. Au bout d'un moment, mon père ne remplaçait même plus les carreaux. Il avait installé des toiles en plastique à la place. Mes parents ont décidé de partir au mois d'avril 1962. Ils ne nous ont rien expliqué, tout en essayant de nous rassurer. Mais ma sœur et moi écoutions leurs conversations angoissées le soir, derrière la cloison. Avant de quitter l'Algérie, nous avons fait une photo avec les tantes, les oncles, et mes nombreux cousins germains. Ma mère ne s'est jamais habituée à l'anonymat de Sartrouville, en région parisienne, où nous nous sommes installés. Chaque fois qu'elle revenait des courses, elle soupirait : « Je n'ai pas vu une seule tête connue dans la rue. » Pour les Français de métropole, nous étions désormais des « pieds-noirs ». Et pour l'administration française, nous étions des « rapatriés ».

– *Pourquoi des « rapatriés » ?*

– C'était le terme employé à l'époque. Il désigne habituellement une personne qui retrouve son pays, sa patrie, après l'avoir quittée. Or, les « rapatriés » d'Algérie n'avaient pas eux-mêmes quitté la métropole. Ce sont leurs ancêtres qui l'avaient fait. Ils arrivaient donc en France, sur un territoire qui était certes leur patrie (ils étaient français), mais pas vraiment leur pays, puisqu'ils vivaient en Algérie depuis leur naissance. C'est une des conséquences de la colonisation puis de la décolonisation de l'Algérie.

– *Et les Algériens musulmans qui ont fait la guerre du côté de l'armée française, sont-ils eux aussi « rapatriés » ?*

– Non, la plupart d'entre eux sont purement et simplement abandonnés à leur sort. Leur vie est menacée car le FLN les considère comme des « collaborateurs » de la puissance coloniale et des « traîtres » à la cause algérienne. Certains officiers de l'armée, pour qui ils ont servi pendant la guerre, veulent organiser leur départ pour la métropole mais le gouvernement français s'y oppose. Il refuse de les accueillir. Certains harkis (c'est le terme générique que l'on emploie) parviennent malgré tout à rejoindre la France. Ils y vivront généralement dans une situation de précarité et d'exclusion, parqués dans des camps. Des dizaines de milliers d'autres, qui restent en Algérie, seront massacrés après l'indépendance, victimes de règlements de comptes.

Des deux côtés de la Méditerranée, les harkis deviennent en quelque sorte des « témoins gênants ». En France, leur abandon provoque malaise et mauvaise conscience. En Algérie, reconnaître leur histoire conduirait à accepter que tout le peuple n'a pas été uni derrière le FLN pendant la guerre. Or, dès l'indépendance, en juillet 1962, l'Algérie nouvelle se construit sur une image : celle d'une population musulmane tout entière engagée dans la lutte contre la puissance coloniale française.

– *L'indépendance n'est donc pas obtenue tout de suite au moment des accords d'Évian ?*

– Quelques mois s'écoulent entre les accords d'Évian, en mars 1962, et l'indépendance, qui date officiellement de juillet 1962. Pendant cette période, qui est celle du départ massif des Européens d'Algérie, on assiste aussi à de fortes divisions au sein du mouvement nationaliste algérien.

– *Comment cela se fait-il, puisque l'indépendance est toute proche ?*

– Précisément, cela aiguise la lutte pour le pouvoir. Qui exercera demain l'autorité en Algérie ? Tel est l'enjeu de cette lutte. Les divisions éclatent au grand jour lors d'un congrès du FLN qui se tient dans la ville de Tripoli, en Libye, en mai-juin 1962. Les hommes de l'ALN s'opposent à ceux du GPRA, qui ont négocié les accords d'Évian. Finalement, une alliance entre Houari Boumediene (le chef de l'ALN) et Ahmed Ben Bella (l'un des dirigeants emprisonnés en France pendant le conflit) parviendra à s'imposer. Mais en juillet 1962, l'heure est à la célébration de l'indépendance.

– *Comment, concrètement, l'Algérie devient-elle indépendante ?*

– Un référendum a lieu le 1^{er} juillet 1962 en Algérie. La question posée aux électeurs est la suivante : « Voulez-vous que l'Algérie devienne un État indépendant coopérant avec la France dans les conditions définies par la déclaration du 19 mars 1962 ? » L'écrasante majorité répond « oui ». Le 3 juillet, la France reconnaît officiellement l'indépendance de son ancienne colonie, par une lettre du général de Gaulle remise aux autorités algériennes. Le 5 juillet, une foule de jeunes, de militants du FLN manifestent leur joie. Le drapeau algérien vert et blanc, frappé du croissant et de l'étoile, flotte partout à Alger.

– *La guerre d'Algérie est vraiment finie ?*

– Oui, mais la violence ne s'arrête pas encore. Comme si un conflit aussi long et aussi sanglant ne pouvait s'éteindre du jour au lendemain. Ainsi, dans la ville d'Oran, le 5 juillet 1962, la population algérienne envahit les quartiers où résident encore des Européens. Des enlèvements, des atrocités, des meurtres sont commis. Quelques semaines plus tard, en région parisienne, une nouvelle tentative d'assassinat vise le général de Gaulle. C'est le fameux attentat du Petit-Clamart, au cours duquel un commando de l'OAS tire sur la voiture du président de la République. Celui-ci échappe miraculeusement à l'attaque. Le chef du commando, Jean Bastien-Thiry, sera fusillé en 1963.

– *Combien la guerre d'Algérie a-t-elle fait de morts ?*

– Le nombre de victimes des guerres est toujours difficile à établir de manière rigoureuse. C'est particulièrement le cas pour la guerre d'Algérie car le nombre de morts est, depuis la fin du conflit, un sujet de désaccord et de polémiques entre la France et l'Algérie. Les historiens sont confrontés à des discours de propagande qui exagèrent, ou au contraire minimisent, la réalité. Côté algérien, le chiffre de 1 000 000, voire 1 500 000 morts, a été retenu. Côté français, on a

avancé le chiffre de 250 000 morts.

D'après les estimations les plus sérieuses, la guerre aurait fait près de 500 000 morts, en grande majorité des Algériens musulmans (près de 400 000). Le total des pertes françaises militaires se situe autour de 30 000 hommes. On compte environ 4 000 morts dans la population des Européens d'Algérie. Le nombre de harkis exécutés après les accords d'Évian est, quant à lui, le sujet des querelles les plus vives. Les historiens qui se sont penchés attentivement sur cette question donnent une évaluation de 15 000 à 30 000 morts.

Tous ces chiffres sont impressionnants. Mais, à eux seuls, ils ne rendent pas compte de ce qu'a été cette guerre. Des centaines de milliers de morts et de blessés, ce sont autant de drames intimes, de deuils, de souffrances. Il faut aussi y ajouter, lorsque l'on fait le bilan de la guerre d'Algérie, les très lourdes pertes matérielles, les déplacements massifs de population, les tortures, les disparitions, etc. Ce conflit a duré plus de sept ans. Il a été d'une cruauté terrible. Il a divisé non seulement les Algériens et les Français, mais aussi les Algériens entre eux et les Français entre eux. C'est ce qui explique pourquoi sa mémoire a longtemps été (et est parfois encore aujourd'hui) refoulée et douloureuse.

– *C'est-à-dire ?*

– Une fois la guerre terminée, une forme d'oubli s'est installée des deux côtés de la Méditerranée, en France et en Algérie. Cela peut s'expliquer. Ceux qui ont souffert ou vécu des traumatismes ont avant tout essayé de continuer à vivre. Certains d'entre eux ont voulu partager leur expérience, raconter ce qu'ils avaient traversé, mais les sociétés n'étaient pas toujours prêtes à les écouter. Encore une fois, le contexte permet de mieux comprendre cette situation.

En 1962, les Français sortent non seulement de sept ans de guerre d'Algérie mais, plus encore, d'une longue période durant laquelle la France n'a jamais été réellement en paix. Après la Seconde Guerre mondiale et l'Occupation (1939-1945), il y a eu la guerre d'Indochine (1946-1954). Puis, après la guerre d'Indochine, la guerre d'Algérie (1954-1962). La population souhaite donc « passer à autre chose », en cette décennie marquée par une forte croissance économique et de profonds changements culturels. La France vote des lois d'amnistie qui empêchent de poursuivre en justice les auteurs de crimes commis pendant la guerre d'Algérie. Des grâces présidentielles sont accordées. Les Algériens, de leur côté, veulent également avancer. Ils ont désormais un État à construire, une économie à développer, une société à faire vivre. Un parti unique et autoritaire domine bientôt le pays. Il va imposer une vision glorieuse du conflit, que les Algériens

n'appellent d'ailleurs pas « guerre d'Algérie » mais « guerre de libération nationale ».

– *Qu'est-ce que cela veut dire, une vision glorieuse du conflit ?*

– Cela veut dire que l'on raconte la guerre comme un combat épique, avec ses légendes et ses héros victorieux. Et le premier de ces héros, c'est le peuple algérien lui-même qui, comme je l'ai déjà évoqué, se serait soulevé tout entier contre la puissance coloniale française. On fait comme s'il n'y avait eu aucune division, aucun déchirement, aucun règlement de comptes entre Algériens.

– *Pourquoi ?*

– Pour les nouvelles autorités, c'est sans doute une façon de justifier leur domination sur l'ensemble de la société. Le FLN a été le principal acteur de la lutte contre la France. Une fois au pouvoir, il prétend avoir été soutenu par tout le monde, sans distinction. C'est aussi peut-être une condition pour que le pays ne tombe pas dans la guerre civile. On crée le mythe de l'unité, un peu comme en France après la Seconde Guerre mondiale, quand s'est imposée l'image d'un peuple unanimement résistant face à l'occupant allemand.

Côté français, l'exemple du film *La Bataille d'Alger* est révélateur du refus de se retourner sur la guerre d'Algérie. Ce film, réalisé peu après la fin du conflit, raconte la « bataille d'Alger » de 1957. Il montre la torture et la violence aveugle contre les civils. Il a, pendant de nombreuses années, été empêché de sortie dans les salles de cinéma. Il n'était pas censuré par l'État mais par les associations de « rapatriés » ou d'anciens combattants qui menaçaient les propriétaires des salles de cinéma en cas de programmation du film.

– *On entend souvent dire que les Français n'ont quasiment pas fait de films sur la guerre d'Algérie, contrairement aux Américains sur la guerre du Vietnam.*

– C'est une idée reçue. Il est vrai que les films américains sur la guerre du Vietnam sont marquants parce que certains ont été réalisés par de très grands cinéastes (Francis Ford Coppola, Stanley Kubrick ou Michael Cimino). Mais en France, de nombreux films ont été produits sur la guerre d'Algérie, des fictions et aussi des documentaires importants. Ces films ont parfois provoqué des débats dans la société française ou participé à des « retours de mémoire ».

– *Que signifie cette expression « retours de mémoire » ?*

– Pendant longtemps, la guerre d'Algérie a été refoulée, « mise sous le tapis ». Mais périodiquement, un événement de l'actualité, un livre ou un film faisait remonter cette guerre à la surface. Il permettait de rappeler que certains actes répréhensibles avaient bien été commis. Ces « retours de mémoire » ont rythmé les dernières décennies. Au début des années 1990, des documentaires comme *Les Années algériennes* ou *La Guerre sans nom* ont joué un rôle important pour transmettre l'histoire du conflit au grand public. Au tournant du XXI^e siècle, on a pu observer une nouvelle vague de « retours de mémoire ». En juin 1999, l'Assemblée nationale française a adopté une loi permettant de substituer à l'expression d'« opérations de maintien de l'ordre » celle de « guerre d'Algérie ». Trente-sept après la fin de la guerre ! Au début des années 2000, des jeunes ont manifesté pour commémorer le 17 octobre 1961 et les enfants des harkis ont fait entendre leur voix. Le débat sur la torture a également resurgi dans les médias. Pourtant la torture n'est toujours pas véritablement reconnue et condamnée par l'armée française.

– *Et en Algérie, le regard sur la guerre a-t-il évolué ?*

– Depuis plusieurs années, on assiste à une ouverture. Ainsi, pendant longtemps, des personnages très importants avaient été effacés de l'histoire officielle. Leur simple présence dans le récit de la lutte pour l'indépendance ne convenait pas au pouvoir autoritaire en place. Certains de ces personnages ont fait leur réapparition récemment. On peut citer l'exemple de Messali Hadj, pionnier du nationalisme algérien et opposant au FLN pendant la guerre d'indépendance. Aujourd'hui, son nom n'est plus tabou. Il y a même un aéroport Messali Hadj en Algérie, à Tlemcen, la ville où il est né.

– *Au cours des dernières années, on a encore entendu parler de polémiques autour de la guerre d'Algérie. Par exemple à propos de la loi sur « le rôle positif de la colonisation » ou du film Indigènes.*

– Régulièrement, en effet, les plaies de la guerre d'Algérie se rouvrent. En 2005, certains ont voulu défendre une loi reconnaissant le « rôle positif de la présence coloniale outre-mer, notamment en Afrique du Nord ». Leur argument était que la France a construit des routes, des hôpitaux, des écoles dans ses colonies, leur apportant ainsi la « civilisation ». Le problème est qu'en Algérie, ces routes, ces hôpitaux et ces écoles ne profitaient presque jamais à la population musulmane. La notion de « rôle positif » est donc très contestable.

À propos de la polémique sur le film *Indigènes* (dans lequel joue notamment l'acteur Djamel Debbouze), qui traite des massacres de

Sétif, on a pu constater que certains n'ont toujours pas accepté la fin de l'Algérie française. On voit aussi parfois le racisme colonial renaître dans le discours de l'extrême droite. Cela signifie qu'aujourd'hui encore, pour beaucoup de personnes, la guerre d'Algérie est une blessure. En fait, on peut dire qu'il existe plusieurs mémoires blessées, qui entrent en conflit les unes avec les autres. Chaque groupe défend sa propre version des événements, se souvient de ses victimes, qu'il juge plus importantes que celles des autres groupes. Les descendants des harkis, les « pieds-noirs », l'armée, la gauche, les gouvernements algérien et français sont tous les acteurs de ces conflits de mémoire. Mais, heureusement, je pense que l'on parvient peu à peu à un apaisement. Les jeunes générations n'ont pas connu la guerre d'Algérie. Elles veulent comprendre cette guerre, loin des polémiques inutiles. Elles la regardent comme un moment de l'histoire qui n'empêche pas le dialogue et la compréhension entre Français et Algériens.

Pour en savoir plus

Livres

Un livre autobiographique qui dénonce la torture des civils pendant la guerre d'Algérie. L'ouvrage a été censuré en France lors de sa publication : Henri Alleg, *La Question*, Éditions de Minuit, 1958.

Un grand classique sur l'histoire de l'Algérie : Charles-Robert Ageron, *Histoire de l'Algérie contemporaine (1830-1954)*, Presses universitaires de France, 1979.

Un recueil de documents et de textes relatant l'histoire du mouvement indépendantiste algérien : Mohammed Harbi et Gibert Meynier, *Le FLN. Documents et Histoire (1954-1962)*, Fayard, 2004.

Une fresque narrative écrite par un reporter qui a suivi le conflit : Yves Courrières, *La Guerre d'Algérie*, 4 tomes publiés chez Fayard et rééd. en deux volumes en 2001 : *La Guerre d'Algérie, 1957-1962*, *La Guerre d'Algérie, 1954-1957*.

Films

Une œuvre de fiction qui s'appuie sur de nombreux témoignages d'anciens appelés de la guerre d'Algérie. Il reçut, en 1972, le Prix de la critique au festival de Cannes : René Vautier, *Avoir 20 ans dans les Aurès*, 1972.

La lutte menée par le peuple algérien contre la colonisation, vue du côté algérien. Le film obtint la Palme d'or au festival de Cannes, en 1975 : *Chronique des années de braise*, Mohammed Lakhdar-Hamina, 1975.

Plus récemment, deux films importants : *La Trahison*, Philippe Faucon, 2005 ; *Mon colonel*, Laurent Herbiet, 2007.

Quelques titres du même auteur

Algérie, 1954-1962. Lettres, carnets et récits
des Français et des Algériens dans la guerre

(avec Tramor Quemeneur)

Les Arènes, 2011

Grand Prix des lectrices de Elle, 2011

Le 89 arabe. Réflexions sur les révolutions en cours

(dialogue avec Edwy Plenel)

Stock, 2011

La Guerre d'Algérie vue par les Algériens.

T. 1 : Le temps des armes. Des origines à la bataille d'Alger

(avec Renaud de Rochebrune)

Denoël, 2011

Mitterrand et la guerre d'Algérie

(avec François Malye)

Calmann-Lévy, 2010 ; Hachette, « Pluriel », 2012

Le Mystère de Gaulle. Son choix pour l'Algérie

Robert Laffont, 2009 ; Hachette, « Pluriel », 2012 (sous le titre : De Gaulle et l'Algérie)

Les Immigrés algériens en France

Une histoire politique, 1912-1962

Hachettes Littératures, « Pluriel », 2009

Les Guerres sans fin.

Un historien, la France et l'Algérie

Stock, 2008

La Guerre des mémoires. La France face à son passé colonial

(entretiens avec T. Leclère)

éditions de l'Aube, 2007 ; La Découverte, 2010

Immigrances.

L'immigration en France au XX^e siècle

(avec Émile Temine)

Hachette Littératures, 2007

Les Trois exils. Juifs d'Algérie

Stock, 2006 ; Hachette, « Pluriel », 2008

La Guerre d'Algérie. 1954-2004 : La fin de l'amnésie

(avec Mohammed Harbi)

Robert Laffont, 2004

Histoire de l'Algérie coloniale (1830-1954)

La Découverte, 2004

La Dernière Génération d'octobre

Stock, 2003 ; Hachette, « Pluriel », 2008

La Guerre invisible. Algérie années 1990

Éditions des Presses de Sciences Po, 2000

Les 100 Portes du Maghreb

(avec Akram Ellyas)

éditions de l'Atelier, 1999

La Gangrène et l'Oubli.

La mémoire de la guerre d'Algérie

La Découverte, 1998 et 2005

Appelés en guerre d'Algérie

Gallimard, 1997

Imaginaires de guerre, Algérie-Viêt Nam en France et aux États-Unis

La Découverte, 1997

Histoire de l'Algérie depuis l'indépendance.

T. 1 : 1962-1988

La Découverte, 1992, 2001

Histoire de la guerre d'Algérie

La Découverte, 1991, 2004

Messali Hadj. Pionnier du nationalisme algérien

Le Sycomore, 1982 ; Hachette, 2004

Dans la même série

Tahar Ben Jelloun
Le Racisme expliqué à ma fille

Régis Debray
La République expliquée à ma fille

Max Gallo
L'Amour de la France expliqué à mon fils

Sami Naïr
L'Immigration expliquée à ma fille

Jacques Duquesne
Dieu expliqué à mes petits-enfants

Jean Ziegler
La Faim dans le monde expliquée à mon fils

Annette Wieviorka
Auschwitz expliqué à ma fille

Nicole Bacharan et Dominique Simonnet
L'Amour expliqué à nos enfants

Jacques Sémelin
La Non-violence expliquée à mes filles

Jérôme Clément
La Culture expliquée à ma fille

Roger-Pol Droit
Les Religions expliquées à ma fille

Henri Weber
La Gauche expliquée à mes filles

Jacky Mamou
L'Humanitaire expliqué à mes enfants

Jean Clottes
La Préhistoire expliquée à mes petits-enfants

Tahar Ben Jelloun
L'Islam expliqué aux enfants

Emmanuelle Huisman-Perrin
La Mort expliquée à ma fille

Patricia Lucas et Stéphane Leroy

Le Divorce expliqué à nos enfants

Roger-Pol Droit
La Philosophie expliquée à ma fille

Antoine Prost
La Grande Guerre expliquée à mon petit-fils

Bernard Sesboüé
Le Da Vinci code expliqué à ses lecteurs

Jacques Le Goff, Jean-Louis Schlegel
Le Moyen Âge expliqué aux enfants

Jean-Christian Petitfils
Louis XIV expliqué aux enfants

Marc Ferro
Le XXe siècle expliqué à mon petit-fils

Michel Vovelle
La Révolution française expliquée à ma petite-fille

Jacques Le Goff
L'Europe expliquée aux jeunes

Denis Guedj
Les Mathématiques expliquées à mes filles

Pauline Schmitt Pantel
Dieux et Déeses de la Grèce expliqués aux enfants

Roger-Pol Droit
L'Occident expliqué à tout le monde

Clémentine Autain
Les Machos expliqués à mon frère

Rama Yade
*Les Droits de l'homme expliqués
aux enfants de 7 à 77 ans*

Pascal Vernus
Les Dieux égyptiens expliqués à mon fils

Alain Demurger
Chevaliers et chevalerie expliqués à mon petit-fils

Pascal Picq
Darwin et l'évolution expliqués à nos petits-enfants

Jean-Marc Jancovici
Le Changement climatique expliqué à ma fille

Roger-Pol Droit

L'Éthique expliquée à tout le monde

Marc Ferro

*Le Mur de Berlin et la Chute du communisme
expliqués à ma petite-fille*

Marc-Alain Ouaknin

La Tora expliquée aux enfants

Jacques-Olivier Boudon

Napoléon expliqué à mes enfants

Jean-Louis Brunaux

Les Gaulois expliqués à ma fille

Bruno Dumézil

Les Barbares expliqués à mon fils

Pascal Picq

Les Origines de l'homme expliquées à nos petits-enfants

Jean-Didier Vincent

Le Sexe expliqué à ma fille

Hubert Reeves

L'Univers expliqué à mes petits-enfants

Marc-Alain Ouaknin

L'Alphabet expliqué aux enfants

Roland Lehoucq

Les Extraterrestres expliqués à mes enfants

Jean-Pierre Azéma

L'Occupation expliquée à mon petit-fils

Table of Contents

[Copyright](#)

[Exergue](#)

[Preliminaire](#)

[La Guerre d'Algérie expliquée à tous](#)

[Pour en savoir plus](#)

[Quelques titres du même auteur](#)

[Dans la même série](#)